



**NATIONS
UNIES**

EP

UNEP/MED WG.498/8



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR
L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

Mercredi 7 juillet 2021
Original : Anglais

Troisième réunion du sous-groupe sur l'impact environnemental du Groupe du pétrole et du gaz en mer de la Convention de Barcelone (BARCO OFOG)

Téléconférence, les 3 et 4 juin 2021

Rapport de la Troisième réunion du Sous-groupe sur l'impact environnemental du Groupe du pétrole et du gaz en mer de la Convention de Barcelone (OFOG)

Pour des raisons environnementales et d'économie, ce document est imprimé en nombre limité. Les délégués sont priés d'apporter leurs copies aux réunions et de ne pas demander de copies supplémentaires.

PNUE/PAM
Athènes, 2021

Table des matières

Rapport de la réunion

1-6

Annexe I Liste des participants

Annexe II Ordre du jour de la Réunion

Annexe III Conclusions et Recommandations

Annexe IV Commentaires reçus de la part des observateurs concernant les documents UNEP/MED WG.498/3/L2 et UNEP/MED WG.498/3/L3

Appendices

Appendice 1. Lignes directrices révisées pour la conduite de l'évaluation de l'impact environnemental (EIE) (UNEP/MED WG.498/3/L2)

Appendice 2. Annexes modifiées du Protocole Offshore (UNEP/MED WG.498/3/L3)

Introduction

1. Conformément au Programme de travail 2020-2021 du PNUE/PAM adopté lors de la 21^{ème} Réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention de Barcelone et à ses protocoles (CdP 21) (Naples, Italie, 2-5 décembre 2019), le Secrétariat, avec l'appui du Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC), organise la Troisième réunion du sous-groupe sur l'impact environnemental du Groupe du pétrole et du gaz en mer de la Convention de Barcelone (BARCO OFOG), les 3 et 4 juin 2021 (réunion à distance).
2. Les principaux objectifs de la réunion sont les suivants :
 - a) Examiner les principaux résultats obtenus durant l'exercice biennal actuel en ce qui concerne la mise en oeuvre du Protocole Offshore relatif à la protection de la mer Méditerranée, y compris les résultats actualisés, et fournir des orientations supplémentaires à cet égard.
 - b) Examiner et approuver les documents suivants destinés à être étudiés lors de la 22^{ème} réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (CdP 22) :
 - Normes et lignes directrices offshore révisées pour la conduite des évaluations de l'impact environnemental (EIE) ;
 - Annexes modifiées du Protocole Offshore
 - c) Informer les participants de l'état d'avancement de la mise en oeuvre du Plan d'Action Offshore pour la Méditerranée et des progrès réalisés dans l'élaboration d'un plan d'action global nécessaire à l'application durable et à long terme du Protocole.
 - d) Renforcer la mise en commun des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience dans le domaine des activités offshore entre les Parties contractantes à la convention de Barcelone, les autres organisations internationales pertinentes, les partenaires du PAM et les représentants du secteur privé.

Point 1 de l'Ordre du jour. Ouverture de la Réunion

3. La réunion a été ouverte le 3 juin 2021, à 9 heures, par Mme Tatjana Hema, Coordinatrice adjointe du PNUE/PAM – Secrétariat de la Convention de Barcelone.
4. La Coordinatrice adjointe a souhaité la bienvenue aux participants et a débuté son discours d'ouverture en se rapportant à l'étude récente sur les tendances et les perspectives de la pollution marine provenant des navires ainsi que du trafic maritime et des activités offshore en Méditerranée, préparée par le REMPEC, en collaboration avec le secrétariat du PNUE/PAM et d'autres composantes du PAM. Elle a souligné la présence de 323 gisements de pétrole et de gaz en mer Méditerranée dans quatre grandes zones : (i) le bassin levantin septentrional, (ii) le canal de Sicile, (iii) le golfe de Gabes (Tunisie) et l'aire marine voisine de la Libye, et (iv) le nord de l'Adriatique. Vu la tendance à la baisse de la production de pétrole en mer Méditerranée depuis 2001, la région joue, sur le plan mondial, un rôle plus important en matière de production de gaz, qui en offshore présente une nette augmentation depuis les années 1980.
5. Le champ d'application de ce cadre de coopération en vertu du Protocole Offshore visant à garantir que ces activités ne posent aucun risque pour l'environnement marin et côtier reste très important. Cette coopération offre une plate-forme/un forum régional pour aborder les questions techniques liées aux activités offshore, surveiller leur impact, échanger des connaissances ainsi que des expériences entre les parties prenantes concernées, y compris l'industrie et les organisations non gouvernementales (ONG). Mme Hema a souligné l'importance pour les Parties contractantes, si elles ne l'ont pas encore fait, de ratifier le Protocole Offshore, dans la mesure où ce soutien est sans aucun doute nécessaire pour démontrer un intérêt régional quant à une régulation conjointe de ces activités et pour permettre la poursuite de la mise en oeuvre du programme de travail découlant du Plan d'action du Protocole Offshore.
6. La région devrait être mieux préparée et équipée (techniquement, en termes de politiques, et de réseaux de gouvernance) pour relever de nouveaux défis dans un avenir proche, comme la nécessité de

passer à des activités et pratiques offshore plus durables, et de planifier de façon plus intégrée les activités offshore.

7. Les représentants des Parties contractantes suivantes ont assisté à la réunion : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, Chypre, l'Union européenne, la Grèce, Israël, l'Italie, le Liban, la Tunisie ainsi que la Turquie. Les organisations et associations suivantes étaient représentées : ENI Spa, le Programme INSITE, l'Association internationale des entrepreneurs en géophysique (IAGC), l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (IOGP), la Commission OSPAR et le Comité Industrie de l'Offshore d'OSPAR (CIO), le Partenariat entre le PNUE et la Norvège « Pétrole pour le développement » (Oil for Development - OfD) et WWF Grèce. Le PNUE/PAM – Secrétariat de la Convention de Barcelone était représenté par l'Unité de coordination du PAM et le REMPEC. La liste complète des participants figure en Annexe I du présent rapport.

Point 2 de l'Ordre du jour. Adoption de l'Ordre du jour et élection du bureau
UNEP/MED WG.498/1, UNEP/MED WG.498/2/REV.1, UNEP/MED WG.498/INF.1/REV.1

8. Conformément au Règlement intérieur des réunions et conférences des Parties contractantes, la Réunion a élu parmi les participants un (1) Président, trois (3) Vice-Présidents et un (1) Rapporteur, de la manière suivante :

| | |
|------------------|---|
| Président : | M. Ezio Amato, Italie |
| Vice-président : | Mme Irene Constantinou/M. Theodolus Mesimeris, Chypre |
| Vice-président : | M. Fred Arzoine, Israël |
| Vice-président : | Mme Fatima Sbai, Maroc (excusée) |
| Rapporteur : | Mme Vlatka Vaniček, Croatie |

9. Lors de l'adoption de l'Ordre du jour, le Président a annoncé les interventions des organisations suivantes, dans le cadre d'une brève présentation : le service DG GROW de la Commission européenne, au titre du point 4 de l'Ordre du jour ; le Comité Industrie de l'Offshore d'OSPAR (CIO), l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (IOGP), le Partenariat PNUE-Norvège « Pétrole pour le développement », et le Programme INSITE au titre du point 6 de l'Ordre du jour.

10. La Réunion a adopté l'Ordre du jour figurant en Annexe II du présent rapport.

Point 3 de l'Ordre du jour. Finalisation des lignes directrices sur l'évaluation de l'impact environnemental offshore (EIE)
UNEP/MED WG.498/3

11. M. Gabino Gonzalez, Chef du Bureau du REMPEC, a présenté le document [UNEP/MED WG.498/3 intitulé « Lignes directrices révisées pour la conduite de l'évaluation de l'impact environnemental \(EIE\) »](#). Il a communiqué des renseignements sur le contexte et le calendrier du processus ayant abouti à ce document de travail.

12. La Réunion a pour la première fois, été invitée à présenter des observations générales et des commentaires sur la version révisée. Une Partie contractante a noté que, bien que les révisions résultant du processus de consultation aient sensiblement amélioré la version précédente du document qui a été présentée et examinée lors de la deuxième réunion du Sous-groupe sur l'impact environnemental du Groupe du pétrole et du gaz en mer de la Convention de Barcelone (OFOG) (Athènes, Grèce, 27-28 juin 2019), certains points doivent toujours faire l'objet d'une discussion.

13. Il a ensuite été demandé à la Réunion d'examiner le texte en surbrillance, les crochets et les notes de bas de page figurant dans le document de travail. Ces marques indiquaient les modifications proposées ainsi que les commentaires émis par une Partie contractante et deux Partenaires (la Commission européenne, l'IOGP et WWF-Grèce) sous forme écrite, suite à la présentation d'une version antérieure du document d'orientation lors de la deuxième réunion de l'OFOG.

14. Un amendement important situé dans l'introduction du document d'orientation prévoit la prévalence des dispositions pertinentes relatives à l'EIE en vigueur dans la législation et/ou les systèmes réglementaires des Parties contractantes par rapport aux dispositions des lignes directrices. Entre autres points importants, la Réunion a eu de longs débats sur les modifications proposées à la liste des activités impliquant une EIE, afin de s'assurer que la liste finale puisse s'appliquer à toutes les Parties contractantes, notamment dans le cas où aucune liste nationale n'a été élaborée.

15. Suite à l'examen et à la validation systématiques de tous les changements indiqués, la Réunion a approuvé les Lignes directrices méditerranéennes Offshore pour la conduite de l'EIE, afin de les soumettre, à la réunion des Points focaux du PAM, en vue de leur approbation.

16. Le Secrétariat a partagé avec les participants à la réunion une version révisée en cours de session du document reflétant les discussions de la réunion et les changements convenus (Annexe 1 : UNEP/MED WG.498/L2).

Point 4 de l'Ordre du jour. Modification des Annexes du Protocole Offshore Méditerranéen

UNEP/MED WG.498/4

17. Le Chef de Bureau du REMPEC a présenté le document [UNEP/MED WG.498/4 « Annexes modifiées du Protocole Offshore »](#) qui met en évidence les modifications proposées aux Annexes I, II, III, IV et VII A du Protocole Offshore.

18. Il a souligné la nécessité de modifier les Annexes du Protocole Offshore qui ont été adoptés il y a plus de 25 ans, pour prendre en compte les évolutions réglementaires, scientifiques et techniques significatives liées aux activités offshore qui sont survenues au cours de cette période, tant au niveau régional, qu'international. Ces évolutions impliquent notamment de mettre à jour les listes de produits chimiques de l'Annexe I (Substances et matières nuisibles ou nocives dont le rejet est interdit dans la zone du Protocole) et de l'Annexe II (Substances et matières nuisibles ou nocives dont le rejet dans la zone du Protocole est assujéti à un permis spécial).

19. Il a rappelé à la Réunion, que l'OFOG s'est vu conférer la mission de poursuivre l'examen du contenu technique des Annexes du Protocole et de formuler des recommandations pertinentes conformément à son mandat, ainsi qu'au titre de l'objectif spécifique 7.c du Plan d'action Offshore.

20. Il a donné un aperçu des principales analyses et des processus d'examen connexes qui ont déjà débuté avant la première réunion de l'OFOG tenue en 2017, et qui ont conduit à la présentation des modifications proposées à la Réunion aux fins d'examen et d'approbation.

21. La Réunion a approuvé les modifications des Annexes du Protocole Offshore, telles que présentées dans le document UNEP/MED WG.498/4/L3 (Appendice 2), aux fins de leur soumission à la réunion des Points focaux du PAM, en vue de leur approbation.

22. Mme Katleen Hendrix, juriste au service DG GROW de la Commission européenne, a été invitée à présenter un exposé sur le règlement REACH de l'UE. Elle a communiqué des renseignements pertinents sur les principaux processus liés aux restrictions et à l'autorisation de produits chimiques. Elle a averti que REACH était en cours de révision dans le cadre de la Stratégie de l'UE pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques, et qu'une réforme des processus d'autorisation et de restriction REACH est donc également envisagée. La proposition de révision est prévue pour la fin de l'année 2022.

Point 5 de l'Ordre du jour. État de la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée

UNEP/MED WG.498/5, UNEP/MED WG.498/5/CORR.1, UNEP/MED WG.498/INF.4

23. Mme Claudette Briere Spiteri, consultante en matière d'offshore auprès du REMPEC, a présenté le document [UNEP/MED WG.498/5 intitulé « État de la mise en œuvre du Plan d'action](#)

[Offshore pour la Méditerranée](#) » and [Corrigendum](#). Elle a donné un aperçu sommaire de la mise en œuvre des Objectifs spécifiques du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée depuis la dernière présentation de l'état d'avancement lors de la deuxième réunion de l'OFOG en 2019.

24. Elle a conclu que, bien que la plupart des résultats aient commencé à être mis en œuvre au titre de chaque objectif spécifique, un certain nombre d'éléments doivent être pris en considération, à savoir que : i. depuis 2019, le nombre de Parties contractantes ayant ratifié le Protocole Offshore stagne ; ii. on relève des progrès limités concernant la fourniture d'un appui technique et le renforcement des capacités ; iii. aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne le transfert régional de technologie.

25. Les délégués de l'Italie et d'Israël ont informé la Réunion que des discussions sur la ratification du Protocole Offshore sont en cours au sein de leurs administrations respectives.

26. La Réunion a salué les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée, tout en reconnaissant que le caractère limité des ressources financières et humaines demeure le principal défi en la matière.

27. Le chef de bureau du REMPEC a brièvement présenté la plate-forme MEDGIS-MAR et a proposé son utilisation pour recueillir des données sur les installations signalées par les Parties contractantes dans le cadre de la communication d'informations au titre du système de rapport de la Convention de Barcelone (BCRS). Cela nécessitera toutefois l'élaboration et l'utilisation d'un modèle avec un format convenu et harmonisé pour la déclaration des installations par les Parties contractantes, afin de permettre son téléchargement direct au sein de la plate-forme MEDGIS-MAR.

28. Compte tenu du nombre limité, de rapports déposés par les Parties contractantes au titre du BCRS, il n'a pas été possible d'évaluer pleinement les progrès réalisés à l'échelle régionale. Pour cette raison, les Parties contractantes ont été invitées à communiquer des informations supplémentaires, suite à la réunion, afin de compléter les données actuelles exposées dans le document UNEP/MED WG.498/5.

**Point 6 de l'Ordre du jour. Plan d'action global et Programme de travail (PdT)
2022-2023
UNEP/MED WG.498/6**

29. Mme Claudette Briere Spiteri, consultante en matière d'offshore auprès du REMPEC, a présenté le Plan d'action global, y compris la Stratégie de mobilisation des ressources figurant dans le document [UNEP/MED WG.498/6](#). Elle a rappelé à la Réunion que la préparation d'un Plan d'action global pour la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée (2016-2024) a été demandée par la CdP 21 (Naples, Italie, décembre 2019).

30. Le Plan tient compte des résultats de l'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée, présenté au point précédent de l'Ordre du jour et propose des perspectives et des modalités opérationnelles alternatives pour une mise en œuvre plus efficace et durable, à savoir :

- a) dispenser des cours de formation à l'aide d'installations en ligne ou par le biais de réunions régulières en présentiel, directement à la suite des réunions de l'OFOG, si possible ;
- b) mettre à profit le renforcement des partenariats avec les parties industrielles et les organisations internationales pour la réalisation de cours de formation en ligne et d'autres services de soutien technique ;
- c) développer des résultats et des documents, p.ex. des lignes directrices, etc., sous la direction des PC, par la création de groupes de correspondance ;
- d) renforcer le degré d'implication des PC, p.ex. en instituant un Président de l'OFOG, désigné pour deux ans au minimum ;
- e) assurer la continuité en créant un poste à durée déterminée affecté au Protocole Offshore et rattaché au Secrétariat.

31. La Réunion a approuvé la conception proposée du programme de formation, qui donne la priorité à la formation au cours de l'exercice biennal 2022-2023 concernant des thèmes pour lesquels des documents d'orientation ont déjà été préparés. En outre, une Partie contractante a exprimé le besoin d'une formation sur la conduite des études sismiques.

32. Dans le cadre du développement de ce point de l'ordre du jour, un certain nombre d'exposés ont été présentés, en relation avec différents éléments du Plan d'action global :

- a) M. Saravanan Marappan, Président du Comité Industrie de l'Offshore d'OSPAR (CIO), a parlé des travaux de la Commission OSPAR en général, et plus particulièrement de la pollution provenant de sources offshore. Il a souligné l'approche méthodologique adoptée par l'CIO, qui a été décrite comme suit : ascendante (du niveau technique à celui de la gestion) ; fondée sur une expérience pratique ; spécifique par région ; répartissant la charge de travail ; axée sur le consensus ; et établissant une coopération avec d'autres organisations à travers différents arrangements (Mémorandum d'entente, accords, projets...).
- b) Mme Wendy Brown, Directrice de l'environnement de l'IOGP, a brièvement présenté l'IOGP et ses différentes activités y compris son rôle dans le cadre de projets sectoriels conjoints (JIPs/ Joint Industry Projects), ainsi qu'en matière de protection de l'environnement méditerranéen, et ses activités liées à la désaffectation, l'un des principaux thèmes de discussion pour le prochain exercice biennal 2022-2023.
- c) Mme Marisol Soledad Estrella, représentante du Partenariat PNUE – Norvège « Pétrole pour le développement » (Oil for Development / OfD) a présenté un exposé sur l'objectif du Programme de l'OfD, en mettant l'accent sur une sensibilisation à l'échelle mondiale pour une diffusion plus large des connaissances et des formations. À ce titre, elle a communiqué des informations sur l'approche systématique de la formation, y compris des leçons/réflexions sur les méthodes de formation, telles que les formations en ligne. Elle a informé la Réunion, de l'existence du Réseau mondial sur l'environnement, le pétrole et le gaz, une communauté de praticiens virtuelle (LinkedIn) qui concentre ses activités sur le renforcement de la gestion environnementale dans les pays producteurs de gaz ou de pétrole, et sur l'organisation d'une série de webinaires internationaux. Dans le cadre de la série de webinaires internationaux en cours – *Permettre aux pays producteurs de pétrole et de gaz, d'amorcer une transition vers un futur bas-carbone*, deux événements sont prévus pour le reste de l'année :
 - Technologies disponibles contribuant à l'atténuation des changements climatiques dans la production en amont de pétrole et de gaz (le 6 juillet) ;
 - Désaffectation des champs de pétrole et de gaz : meilleures pratiques environnementales (le 14 octobre).
- d) M. Richard Heard, directeur du Programme INSITE, a communiqué des renseignements sur ce programme (phase 1 : 2014-2017 ; phase 2 : 2018-2023) et ses projets spécifiques relatifs à l'influence des structures artificielles dans l'écosystème et contribuant à une meilleure compréhension du substrat artificiel dans l'environnement marin de la mer du Nord. Il a indiqué qu'une prochaine conférence sur les structures dans le milieu marin (SIME 2021), se tiendra en ligne le 17 et 18 juin 2021, en collaboration avec INSITE et MÂTS (Marine Alliance for Science and Technology Scotland) (www.insitenorthsea.org).

33. En réaction au Plan d'action global et à la Stratégie de mobilisation des ressources proposés, une Partie contractante a approuvé la marche à suivre proposée par le Secrétariat. Un certain nombre de Parties contractantes ont partagé le besoin d'utiliser ce forum pour échanger des connaissances, des expériences et des bonnes pratiques, ainsi que pour sensibiliser à la fois les participants aux aspects bien établis et aux questions spécifiques qui peuvent être communes à d'autres Parties contractantes. Cela pourrait se faire par divers moyens, par exemple par l'organisation d'un atelier ad hoc ou de consultations de pairs. La suggestion d'un atelier technique ad hoc a été accueillie favorablement par un certain nombre d'observateurs (à savoir l'IOGP et l'IAGC) qui ont proposé leur assistance et leur contribution.

34. Une autre Partie contractante a souligné le besoin et l'utilité d'une collaboration "entre" les phases de développement des documents d'orientation, par exemple par la présentation d'une étude de cas par une Partie contractante sur un problème spécifique, afin de l'aborder avec d'autres régulateurs nationaux.

35. Une Partie contractante a manifesté son intérêt pour l'élaboration de lignes directrices et la réalisation de formations ultérieures relatives au plan d'utilisation des produits chimiques, en tenant compte des pratiques suivies dans d'autres mers régionales, en particulier dans l'atlantique du nord-est avec l'OSPAR en ce qui concerne l'approbation de nouveaux produits chimiques.

36. La proposition d'établir un groupe de correspondance sur des thèmes spécifiques, tels que la désaffectation des installations, le suivi et les modifications ultérieures des Annexes du Protocole offshore, a été présentée et favorablement accueillie par la Réunion. À cet égard, l'IOGP s'est montrée intéressée quant à une participation dans un tel groupe de correspondance.

37. L'IOGP a fait référence à l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF), un projet de coopération entre l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et l'APIECA, l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière visant à promouvoir la performance environnementale et sociale, comme un exemple d'expérience réussie de collaboration et de cofinancement impliquant les gouvernements, les organisations intergouvernementales et le secteur privé. Des moyens similaires de mobilisation des ressources pour une mise en œuvre robuste et durable de la Stratégie de mobilisation des ressources devraient être explorés pour la région méditerranéenne, sur la base du financement et de l'engagement des Parties contractantes et de l'industrie, y compris d'autres parties industrielles et parties prenantes de la région.

38. À cette fin, la Réunion a proposé d'ajouter un livrable attendu spéciale relative à la mise en œuvre du Plan d'action global, y compris la Stratégie de mobilisation des ressources dans le cadre du programme de travail (PdT) 2022-2023 (voir l'Appendice I de l'Annexe III). Le Plan d'action global a été approuvé par les Parties contractantes.

Point 7 de l'ordre du jour. Conclusions et recommandations

UNEP/MED WG.498/7

39. Les participants ont examiné, commenté et approuvé le projet de conclusions et de recommandations tel qu'amendé par la Réunion, joint en tant qu'Annexe III au présent rapport.

40. Il convient de noter que deux observateurs (l'IOGP et WWF-Grèce) ont formulé à l'écrit, des commentaires supplémentaires concernant les documents révisés et approuvés au cours de la session UNEP/MED WG.498/4/L2 et UNEP/MED WG.498/4/L3 après que les points 3 et 4 de l'ordre du jour ont été déclarés clos. Ces observations communiquées oralement au titre du point 7 de l'Ordre du jour figurent en Annexe IV du présent rapport.

41. Dans le cadre du développement de ce point de l'Ordre du jour, une Partie contractante a sollicité une réserve d'examen concernant le document en question, afin de dégager davantage de temps pour une consultation nationale portant sur la version du document modifiée par la Réunion.

Point 8 de l'ordre du jour. Questions diverses

42. Aucun participant n'a demandé à prendre la parole au titre de ce point de l'Ordre du jour.

Point 9 de l'ordre du jour. Clôture de la Réunion

43. Dans son allocution de clôture, M. Gabino Gonzalez, Chef de Bureau du REMPEC, a remercié les participants en raison de leurs apports constructifs, dans le cadre de la Réunion.

44. Suite à l'expression des formules de politesse habituelles, le Président de la Réunion a prononcé la clôture de la Réunion, à 16 heures 30, le 4 juin 2021.

Annexe I
Liste des participants

| PARTICIPANTS | |
|---|--|
| ALBANIA / ALBANIE | <p>Mme Klodiana Marika Directrice des programmes de développement relatifs à l'environnement Ministère du tourisme et de l'environnement</p> |
| BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE-HERZÉGOVINE | <p>Mme Senida Džajić-Rghei Chercheuse/Ingénieur concepteur Institut d'ingénierie hydraulique de Sarajevo</p> |
| CROATIA / CROATIE | <p>Dr. Vlatka Vaniček Directeur du département de la sécurité et de la protection de l'environnement Agence croate d'hydrocarbures</p> <p>Mme Jadranka Lesko Responsable du département hydrocarbures et eau géothermique à des fins énergétiques Ministère de l'économie et du développement durable</p> |
| CYPRUS / CHYPRE | <p>Mme Maria Loizou Agent de l'environnement Département de l'action climatique et de l'énergie rattaché au Ministère de l'environnement Ministère de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement</p> <p>Dr. Theodoulos Mesimeris Agent de l'environnement principal Département de l'Environnement, Ministère de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement</p> <p>Mme Irene Constantinou Agent de l'environnement principal Département de l'environnement, Ministère de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement</p> <p>Dr. Theodora Ioannou Agent de l'environnement, unité d'évaluation des impacts environnementaux Département de l'environnement, Ministère de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement</p> |
| EUROPEAN UNION / UNION EUROPÉENNE | <p>Dr. Joerg Koehli Chef d'équipe - Expert principal</p> <p>Mme Katleen Hendrix Responsable juridique</p> <p>Mme Elena De Gregorio Responsable des politiques</p> |
| GREECE / GRECE | <p>M. Alexandros Koulidis Ministère de l'environnement et de l'énergie</p> |

| | |
|---|---|
| | <p>Direction des licences environnementales</p> <p>M. Iosif Athanasiadis Ministère de l'environnement et de l'énergie Département indépendant d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures</p> |
| ISRAEL / ISRAËL | <p>M. Fred Arzoiné Division de la protection du milieu marin, Ministère de la protection de l'environnement</p> <p>M. Yevgeny Malkin Inspecteur de l'environnement pour les activités offshore Ministère de la protection de l'environnement</p> |
| ITALY / ITALIE | <p>Dr. Ezio Amato Responsable des urgences environnementales chez Sea Unit, Istituto Superiore per la Protezione e la Ricerca Ambientale (ISPRA)</p> <p>M. Gianluca Vetrari Conseiller chez SOGESID S.p.A. Assistance technique auprès du Ministère italien de la transition écologique</p> |
| LEBANON / LIBAN | <p>Mme Samar Malek Chef de service Ministère de l'environnement</p> |
| TUNISIA / TUNISIE | <p>M. Samir Khedira Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE) Expert Contrôleur Général Point focal Gouvernemental REMPEC</p> |
| TURKEY/ TURQUIE | <p>Mme Derya Didem Ugur Ingénieur en environnement Ministère de l'environnement et de l'urbanisation Direction générale de la gestion de l'environnement Direction de la gestion marine et côtière</p> |
| OBSERVERS / OBSERVATEURS | |
| Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz (IOGP) | <p>Mme Wendy Brown Directrice de l'environnement au sein de l'IOGP</p> <p>Mme Marine Julliand Déléguée principale – Réglementations HSE</p> <p>Mme Ping Teo Responsable de la désaffectation</p> |
| WWF | <p>Dr. Sophia Kopela Chercheuse associée à la politique de la nature WWF Grèce</p> |

| | |
|---|---|
| | |
| PROGRAMME INSITE | M. Richard Heard Directeur de programme |
| OSPAR | M. Saravanan Marappan Président de OSPAR CIO Responsable - Politique environnementale et évaluation stratégique |
| | Ms. Laura de la Torre Secrétaire adjoint - Secrétariat de l'OSPAR |
| Association internationale des entrepreneurs géophysiques (IAGC) | Dr. Ross Compton Conseiller EAME |
| Partenariat PNUE - Norvège « Pétrole pour le développement » | Ms. Marisol Estrella Agent de gestion de programme |
| ENI spa | Mrs. Francesca Polla Mattiot Responsable principal de la gestion des urgences |

**SECRETARIAT TO THE BARCELONA CONVENTION AND COMPONENTS OF THE
MEDITERRANEAN ACTION PLAN**

**SECRETARIAT DE LA CONVENTION DE BARCELONE ET COMPOSANTES DU PLAN
D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE**

| | |
|--|---|
| UNEP/MAP PNUE/PAM | Mme Tatjana Hema Coordonnatrice adjointe M. Stavros Antoniadis Expert en politiques et en projets |
| REGIONAL MARINE POLLUTION EMERGENCY RESPONSE CENTRE FOR THE MEDITERRANEAN SEA (REMPEC) / CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC) | M. Gabino Gonzalez Chef de bureau Dr. Claudette Briere Spiteri Consultante en matière d'offshore Mme Phyllis Therdros Agent de programme adjoint Mme Agnieszka Pawinska Secrétaire/Assistante administrative |

Annexe II
Ordre du jour de la Réunion

Ordre du jour

- Point 1 de l'ordre du jour.** Ouverture de la réunion
- Point 2 de l'ordre du jour.** Adoption de l'ordre du jour et élection du bureau
a) Règlement intérieur
b) Élection du bureau
c) Adoption de l'ordre du jour provisoire
d) Organisation de la réunion
- Point 3 de l'ordre du jour.** Finalisation des normes et lignes directrices offshore pour la conduite des évaluations de l'impact environnemental (EIE)
- Point 4 de l'ordre du jour.** Modification des annexes du Protocole Offshore relatif à la protection de la mer Méditerranée
- Point 5 de l'ordre du jour.** État de la mise en oeuvre du Plan d'Action Offshore pour la Méditerranée
- Point 6 de l'ordre du jour.** Plan d'action global et programme de travail 2022-2023
- Point 7 de l'ordre du jour.** Conclusions et recommandations
- Point 8 de l'ordre du jour.** Autres activités
- Point 9 de l'ordre du jour.** Clôture de la réunion

Annexe III
Conclusions et recommandations

Conclusions et recommandations

La Troisième réunion du Sous-groupe sur l'impact environnemental du Groupe du pétrole et du gaz en mer de la Convention de Barcelone (OFOG), qui s'est tenue en ligne, les 3 et 4 juin 2021, ci-après dénommée la « Réunion » :

1. A salué, la démarche concertative adoptée, qui a conduit à des révisions et à une amélioration approfondie des Lignes directrices pour la conduite de l'évaluation de l'impact environnemental (EIE) en Méditerranée, sur la base des commentaires reçus par les Parties contractantes (PC) et les partenaires suite à leur présentation et délibération lors de la 2^e réunion de l'OFOG, en 2019 ;

2. A approuvé (avec la réserve émise par la Croatie, afin de dégager davantage de temps pour examiner le document) les Lignes directrices révisées pour la conduite de l'EIE, telles qu'amendées par la Réunion et énoncées dans le document UNEP/MED WG.498/4/L2, aux fins de leur soumission à la réunion des Points focaux du Plan d'action pour la méditerranée (PAM), en vue de leur approbation ainsi que de leur soumission et approbation ultérieures lors de la 22^{ème} réunion des Parties contractantes (CdP 22);

3. A approuvé les modifications des Annexes du Protocole Offshore, telles que présentées dans le document UNEP/MED WG.498/4/L3, aux fins de leur soumission lors de la réunion des Points focaux du Plan d'action pour la méditerranée (PAM), en vue de leur approbation ainsi que de leur soumission et approbation ultérieures lors de la CdP 22. À cet égard, la Réunion a reconnu la nécessité de continuer à examiner le contenu technique des Annexes du Protocole et de formuler des recommandations pertinentes, conformément au mandat de l'OFOG ;

4. A reconnu les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée, depuis la 2^e réunion de l'OFOG en 2019, en soulignant les réalisations spécifiques liées à la finalisation des lignes directrices de l'EIE, l'élaboration en cours du Programme régional de surveillance offshore ainsi que les efforts déployés par le Secrétariat pour mobiliser des ressources en instaurant une coopération avec les organisations et associations internationales ;

5. A pris note des défis rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée, y compris le caractère limité des ressources financières et humaines, qui a freiné les progrès, notamment en ce qui concerne les objectifs liés à la ratification du Protocole, à la fourniture d'un appui technique et au renforcement des capacités, ainsi qu'au transfert régional de technologie ;

6. A souligné l'importance d'augmenter le nombre de ratifications et de rapports déposés par les PC dans le cadre du système de rapport de la Convention de Barcelone (BCRS), notamment par les PC qui sont parties au Protocole Offshore, et par les PC ayant des activités pétrolières et gazières en cours ou prévues dans leurs eaux territoriales ;

7. A reconnu l'importance d'adopter différentes modalités opérationnelles afin d'établir un processus plus efficace et plus durable pour la mise en œuvre du Plan d'action Offshore, tel que présenté dans le Plan d'action global, y compris la Stratégie de mobilisation des ressources ;

8. A souscrit à la conception proposée du programme de formation, telle que spécifiée dans le Plan d'action global, et a souligné le caractère prioritaire des thèmes de formation suivants :

- A) Études sismiques.
- b) Élimination des hydrocarbures et des mélanges d'hydrocarbures et utilisation et élimination des fluides et déblais de forage.
- c) Restrictions ou conditions spéciales pour les Aires Spécialement Protégées (ASP).
- d) Lignes directrices pour la conduite de l'EIE.

9. S'est félicitée des modifications proposées quant aux modalités opérationnelles en vue de la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée et notamment :

- a) la tenue de cours de formation à l'aide d'installations en ligne ou, si possible, directement à la suite des réunions en présentiel de l'OFOG ;
- b) la mise à profit du renforcement des partenariats avec les parties industrielles et les organisations internationales pour la réalisation de cours de formation en ligne et d'autres services de soutien technique;
- c) le développement de résultats et de documents, par exemple des lignes directrices, etc., sous la direction des PC, par la création de groupes de correspondance;
- d) le renforcement du degré d'implication des PC, par exemple en instituant un président de l'OFOG, nommé au minimum pour deux ans ;
- e) la garantie de la continuité grâce à un poste à durée déterminée affecté au Protocole Offshore et rattaché au Secrétariat.

10. A démontré son engagement à accroître le niveau de leadership et d'engagement des PC dans le cadre de la réalisation des objectifs spécifiques du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée, en proposant de prendre l'initiative du développement d'actions/résultats concrets et/ou dans les tâches liées à l'organisation des travaux de l'OFOG en général.

11. A approuvé les activités proposées dans le Programme de travail, tel que modifié par la Réunion, c'est-à-dire la définition de la formation à inclure dans la version finale du PdT (Annexe 1) à soumettre à la Réunion des Points focaux du PAM, aux fins d'approbation, avant son adoption par la CdP ;

12. A approuvé la création d'un groupe de correspondance chargé de travailler sur les points suivants: i) désaffectation des installations ; ii) suivi ; et iii) examen des Annexes du Protocole Offshore avec la participation active des PC et l'appui du Secrétariat ;

13. A remercié le Président de la Réunion, le Secrétariat et les organisations partenaires pour avoir fourni un appui technique et stratégique fondamental à la préparation des documents de travail de cette réunion, notamment par le biais de leurs interventions au cours de la réunion, ainsi que pour leur volonté de maintenir leur soutien et coopération afin de poursuivre la mise en œuvre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée.

Appendice 1 (aux conclusions et recommandations)
Activités Offshore prévues extraites du projet de Programme de travail (PdT) 2022-2023

Activités Offshore prévues conformément au PdT 2022-2023

| Activité principale (moyens de mise en œuvre) | Livrable attendu | Composant principal | Autre(s) composant(s) | Partenaires | Objectifs de développement durable | MTF/Ressources externes/ Les deux |
|--|--|---------------------|---|---|---|-----------------------------------|
| 4.2.4 Stimulation d'actions ciblées pour une transition durable et inclusive vers une économie bleue aux niveaux régional et national. (expertise interne, conseils, consultation nationale, webinaires, événements secondaires, réunions d'experts, Med Forum) | a) État d'avancement de l'intégration des principes de l'économie circulaire dans les principaux secteurs de l'économie bleue (pêche, aquaculture, transport maritime, offshore, etc.). | CAR/ASP | CAR/INFO, Plan Bleu et autres éléments cartographiques correspondants | Les Parties contractantes à la Convention de Barcelone doivent être pleinement impliquées dans le processus de préparation de l'ensemble de recommandations | 8.3 ; 8.4 ; 8.9 ; 12.1 ; 12.2 ; 12.4 ; 12.5 ; 12.6 ; 12.7 | DG NEAR (SwitchMed II) |
| 4.4.1 Mise en œuvre des principales mesures ciblées du Plan d'action Offshore (Expertise interne, conseils, formations en ligne, réunions régionales (OFOG)) | a) Critères, règles et procédures communs finalisés pour le démantèlement des installations et aspects financiers connexes examinés par le Groupe du pétrole et du gaz en mer de la Convention de Barcelone (OFOG) | REMPEC | UC | IOGP | 9.4 ; 14.1 ; 14.2 | Externes |
| | b) Formations en ligne organisées sur des sujets de l'Annexe 2 du Plan d'action pour la Méditerranée tels que définis par la Réunion OFOG 2021 | | | | | Externes |
| | c) Organisation et tenue de la Réunion du Groupe du pétrole et du gaz en mer de la Convention de | | | | | MTF |

| | | | | | | |
|---|---|------------|-------------------------|-------------------------------|--------------------|------------------------|
| | Barcelone (OFOG) ; Examen de la mise en œuvre du Protocole Offshore et Annexes du Protocole Offshore; Partage des meilleures pratiques et des derniers développements pertinents | | | | | |
| 5.4.2 Renforcement de la participation et la contribution de la société civile et du secteur privé aux travaux du système PAM CB (Expertise interne, soutenir la participation aux réunions du PAM, tables rondes) | d) Mise en œuvre du Plan d'action global, y compris la Stratégie de mobilisation des ressources pour une exécution efficace et durable du Plan d'action Offshore pour la Méditerranée (2016-2024) | UC, REMPEC | - | Partenaires du PAM, ONGs, PCs | 12.6 ; 17.16 | Les deux (non garanti) |
| 6.2.3 Développement supplémentaire des indicateurs communs de l'IMAP (Expertise interne, conseils, Task Force IMAP, CORMON) | b) Élaboration d'une stratégie de surveillance offshore pour l'IMAP et développement d'indicateurs Offshore. | UC | Task Force IMAP, REMPEC | | 14.1 ; 14.2 ; 14.a | Les deux |
| 6.3.17 Rationalisation du partage des données de navigation maritime et offshore ainsi que de la surveillance des plateformes avec le système de gestion des données Info-MAP | a) Raccordement de MEDGIS-MAR au système de gestion des données Info-MAP. | REMPEC | CAR/INFO, UC | | 14.1 ; 14.a ; 9.4 | MTF |
| | b) sensibilisation sur un système commun de communication d'urgence pour la Méditerranée | | | | | MTF |

| | | | | | | |
|---|--|--------|---|---|--|-----|
| (Expertise interne, conseils, Task Force IMAP, sensibilisation) | c) Maintien, mise à niveau et en œuvre des bases de données du REMPEC et des plateformes de données | | | | | MTF |
| | d) Examen de la liste des indicateurs, préparation et évaluation des fiches descriptives d'orientation par la Réunion OFOG et CORMON pollution | | | | | MTF |
| 7.2.3.c Renforcement de la sensibilisation du public sur les principaux sujets du PAM (Expertise interne, expertise externe, communication Task Force IMAP, campagnes numériques, plates-formes internet, activités de sensibilisation, publications, services TI) | c) sensibilisation, production et diffusion de matériel d'information sur la pollution marine des navires et Offshore | REMPEC | UC et autres composantes du PAM, le cas échéant | OMI, IOGP, IPIECA et autres partenaires | Intersectoriel, en particulier pour l'ODD 14 | |

Annexe IV

**Commentaires émis par les observateurs concernant le document UNEP/MED WG.498/3/L2 et
le document UNEP/MED WG.498/3/L3**

Commentaires émis par l'IOPG concernant le document UNEP/MED WG.498/4/L2 – Lignes directrices révisées pour la conduite de l'évaluation de l'impact environnemental (EIE)

4. La formulation est étrange, non conforme au reste du document et non adaptée à des lignes directrices techniques. Suggérer une formulation plus neutre telle que : « les principes énumérés dans Axx...s'appliquent ».

41. Le paragraphe est très confus et à peine compréhensible.

45. S'il est d'usage d'inclure un résumé des activités de détermination de la portée dans les Appendices du rapport d'EIE, mentionner l'ensemble des enregistrements d'activités de détermination de la portée semble disproportionné (et sans nul doute inutile). Évidemment, les enregistrements complets peuvent être mis à disposition de l'autorité de certification / sollicités par ladite autorité.

98. Proposition visant à supprimer « l'importance plus large des activités » compte tenu de l'importance plus large des activités et des meilleures pratiques, la publication devrait être réalisée par voie électronique et à titre gratuit (via Internet). Une telle formulation n'est pas objective et ne relève donc pas de lignes directrices techniques. En outre, qu'est-ce que cela signifie ?

Remplacer par « il est recommandé que la publication soit disponible électroniquement et à titre gratuit ».

101. Ajouter « par les AUTORITÉS COMPÉTENTES » lorsque le rapport d'EIE est jugé inadéquat par les autorités compétentes, l'opérateur sera invité à fournir des informations supplémentaires et le processus d'autorisation ne commencera pas tant que ces informations n'auront pas été fournies. En général, une procédure de recours sera engagée à l'encontre des demandes de renseignements complémentaires.

107. Que signifie "et il n'y a pas d'objections environnementales à l'octroi d'une autorisation concernant les activités" ? Suggérer de supprimer la phrase, car cela est redondant avec le paragraphe susmentionné, et que, en fin de compte, le cadre de prise de décision devrait être bien structuré ; nous pensons qu'une telle phrase est susceptible de générer une confusion quant à l'identification de l'organe de prise de décision.

Commentaires émis par WWF-Grèce concernant le document UNEP/MED WG.498/4/L2 – Lignes directrices révisées pour la conduite de l'évaluation de l'impact environnemental (EIE)

(1) Par. 4 : Nous nous félicitons du renvoi à l'article I.4 du Plan d'action pour la Méditerranée et aux principes qui y sont énumérés, mais nous pensons que ce paragraphe devrait également se rapporter à l'article 4 (3) de la Convention de Barcelone et aux obligations des Parties contractantes d'appliquer les principes y étant énumérés. En outre, il convient de faire explicitement référence au principe de précaution qui est un principe fondamental du droit international et du droit de l'UE. Ce principe est explicitement prévu à l'article 4, paragraphe 3, point a), de la Convention de Barcelone et est directement pertinent pour la conduite des EIE en ce qui concerne l'évaluation des effets négatifs et l'autorisation d'une activité en cas d'incertitude scientifique.

(2) Par. 41 : La phrase « lorsque les dispositions nationales d'EIE n'exigent pas d'EIE fondée sur un dépistage antérieur et/ou une approche de seuil, cela est considéré comme un dépistage négatif ». Le par. 41 devrait être clarifié en vue d'assurer la cohérence avec le paragraphe 2.1 des lignes directrices et le paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole. Il convient d'explicitement indiquer qu'« un examen préalable et/ou une approche de seuil » devrait tenir compte des critères énoncés au par 36. Si le processus de sélection ad hoc (par 34-36 des lignes directrices) doit utiliser les critères énumérés au paragraphe 36, la même chose devrait s'appliquer à l'examen préalable "précédent" pour s'assurer de la cohérence des processus et de l'égalité de traitement des États en ce qui concerne la mise en œuvre de leurs obligations.

(3) Par. 42 : Étant donné que ce paragraphe recommande « l'évaluation des impacts » (et non pas une EIE) « suite aux faits », la clause introduite dans la dernière phrase, à savoir « si les activités entreprises pendant l'urgence répondent aux critères de sélection prévus au paragraphe 32 », n'est pas pertinente et est donc redondante. Les « critères de sélection » énoncés au paragraphe 36 se

rappellent à la décision visant à déterminer si une EIE est nécessaire et ne devraient pas être utilisée dans le cas de l'« évaluation des impacts » (qui est un processus différent). Nous pensons également qu'il faut apporter davantage de précisions sur ce que devrait impliquer « l'évaluation des impacts » et mentionner explicitement les actions de suivi et de restauration.

(4) Sous-article 3.2 : La fiabilité et la validité des données sont d'une importance cruciale pour évaluer les impacts environnementaux d'une activité et décider par la suite de son autorisation. Les lignes directrices doivent indiquer explicitement que le rapport d'EIE ne devrait pas se limiter à des sources de données spécifiques et devrait utiliser la meilleure science disponible. Il doit également se baser sur des sources de données publiques, peut-être open-source, et non sur des données exclusives, telles que des normes non publiées, « grises » ou non accessibles au public, ou des études privées compilées par l'opérateur. Cela s'avère fondamental pour assurer la transparence du processus, la fiabilité et la validité des données concernant les impacts environnementaux de l'activité, et pour communiquer aux autorités compétentes les informations appropriées pour décider de son autorisation (article 4, paragraphes 1 et 2, du Protocole Offshore).

(5) Par. 101 : Ce paragraphe devrait inclure des précisions supplémentaires concernant l'existence de « lacunes affectant les données », tel que cela a été suggéré au paragraphe 100 du projet de lignes directrices présenté lors de la réunion de l'OFOG, et indiquer que : « les écarts de données doivent en tout état de cause empêcher le consentement. S'il ne peut pas être démontré que les informations soumises sont adéquates, elles doivent être considérées comme inadéquates et le consentement doit être refusé ». C'est un aspect essentiel du processus d'EIE qui repose sur le paragraphe 2 de l'article 4 du Protocole Offshore et le principe de précaution (qui imprègne le Protocole Offshore et la Convention de Barcelone), et devrait être explicitement mentionné dans les lignes directrices pour s'assurer que les Parties contractantes s'acquittent correctement et efficacement de leurs obligations découlant du Protocole.

Commentaires émis par l'IOGP concernant le document UNEP/MED WG.498/4/L3 - Annexes modifiées du Protocole Offshore

- *Tout d'abord, nous souhaitons clarifier la signification exacte et les implications de la déclaration du paragraphe B au bas de l'Annexe I:*
 - ***B. l'Annexe I ne s'applique pas aux rejets qui contiennent des substances énumérées ci-dessus qui sont inférieures aux limites définies conjointement par les parties et, en ce qui concerne le pétrole, inférieures aux limites définies à l'article 10 du présent Protocole.***
 - *Cela signifie-t-il que les substances de la liste peuvent être rejetées si elles sont contenues dans un rejet autorisé – l'article 10 couvre les déblais de forage, l'eau produite, les eaux de drainage... ?*
 - *Pour les substances qui peuvent être rejetées, cela signifie-t-il que les limites doivent être incluses en Annexe I ?*
- ***Divergences et répétitions en Annexe I***
 - *Pourquoi des exceptions et des limites sont-elles prévues pour certaines substances, par exemple le mercure - à l'exception du mercure dans les boues/fluides de forage et les déblais de forage jusqu'à un maximum de 1 mg/kg de poids sec dans la barite du stock ;*
 - *Mais pas pour d'autres, par exemple, l'eau produite (voir ci-dessous) ;*
 - *n°7 huile et graisse dans l'eau de production, à l'exception des rejets de procédé autorisés et des hydrocarbures aliphatiques n°14, également appelés composés non aromatiques = non clairs car l'OIW correspond à l'HC aliphatique. Donc n°7 signifie que nous pouvons décharger jusqu'au seuil international convenu (30 ppm) mais n°14 signifie que nous ne pouvons pas décharger = divergence ;*

- *Répétition : N°9 et n°25 signifient la même chose : n°9 : Fluides de forage non aqueux (Nafs), à l'exception des Nafs associés aux déblais de forage et n°25 : Fluides de forage non aqueux (Nafs), à l'exception des Nafs associés aux déblais de forage ;*
- *Répétition : 16 et 28 répètent « huile de formation ». Ces répétitions rendent le document compliqué et confus.*

- ***Eau produite***
 - *La SCP doit savoir que l'eau produite contient des concentrations de mercure, de cadmium, de zinc, de cuivre, de plomb, HAP, phénols et aliphatiques.*
 - *Interdire l'élimination de ces substances signifie pratiquement interdire le rejet d'eau produite.*
 - *Nous suggérons donc qu'une référence similaire au rejet de l'eau produite, comme le fait le point 7 (huile et graisse), soit faite pour 1 mercure, 2 cadmiums, 6 HAP, 10 cuivre, 11 plomb, 12 zinc, aliphatiques (14), organohalogénés (17), phénols (22), huile de formation (28) en référence à l'approche fondée sur le risque.*
 - *Au lieu de zéro rejet pour de telles substances (et d'autres sur la liste), une approche basée sur le risque devrait être suivie en se concentrant sur zéro dommage au lieu de zéro rejet. Nous exhortons vivement à considérer l'objectif de zéro dommage plutôt que de zéro rejet. Cela est en outre pleinement conforme à la vision récemment publiée du Plan d'action zéro pollution de la Commission européenne.*

- ***Le zinc*** *est également largement utilisé pour la protection contre la corrosion à l'aide d'anodes sacrificielles et non seulement dans notre industrie mais aussi dans le transport maritime, le vent offshore, les constructions portuaires, etc. De même, il existe d'autres industries/activités qui peuvent être des sources de HAP, etc. Une interdiction pourrait avoir des conséquences plus importantes.*

Appendice 1.

**Lignes directrices révisées pour la conduite de l'évaluation de l'impact sur l'environnement
(EIE)**

UNEP/MED WG.498/L2

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. Introduction----- | 1 |
| 1.1. Le processus d'EIE ----- | 1 |
| 1.2. Terminologie de l'EIE ----- | 2 |
| 2. Vérification préliminaire (screening) de l'EIE ----- | 5 |
| 2.1. Quand une EIE est-elle requise ?----- | 5 |
| 2.2 Obtention d'un avis préliminaire----- | 6 |
| 2.3 Activités requérant une EIE ----- | 6 |
| 2.4 Exemptions de réalisation d'une EIE----- | 7 |
| 3. EIA Guidance for Offshore Activities----- | 7 |
| 3.1. Cadrage ----- | 7 |
| 3.2. Collecte des données de référence----- | 8 |
| 3.2.1 Collecte des données de bureau ----- | 8 |
| 3.2.2 Étude de référence environnementale ----- | 8 |
| 3.3. Cadre de méthodologie attendant à l'évaluation des impacts ----- | 9 |
| 3.3.1 Description et évaluation du niveau de référence----- | 9 |
| 3.3.2 Lacunes en matière de données et incertitudes ----- | 10 |
| 3.3.3 Identification des impacts et des effets ----- | 10 |
| 3.3.4 Analyse source-chemin-récepteur ----- | 10 |
| 3.4. Description et évaluation des impacts et des effets ----- | 11 |
| 3.4.1 Caractérisation et évaluation de l'ampleur des impacts ----- | 12 |
| 3.4.2 Caractérisation et évaluation de l'ampleur des effets ----- | 12 |
| 3.4.3 Évaluation des récepteurs----- | 12 |
| 3.4.5 Évaluation de l'importance des effets ----- | 13 |
| 3.4.6 Évaluation des risques environnementaux ----- | 13 |
| 3.5. Effets cumulatifs et transfrontaliers----- | 14 |
| 3.6. Atténuation et compensation ----- | 14 |
| 3.6.1 Mesures d'atténuation et effets résiduels ----- | 14 |
| 3.6.2 Atténuation et surveillance ----- | 14 |
| 3.6.3 Compensation----- | 15 |
| 3.7. Le Rapport d'évaluation de l'impact environnemental ----- | 15 |
| 3.7.1 Contenu et structure ----- | 15 |
| 3.8. Examen de l'organisme de réglementation et consultation publique ----- | 16 |
| 3.9. Prise de décision (Consentement) ----- | 16 |
| 4. Lignes directrices pour la conduite de l'évaluation environnementale----- | 17 |
| 4.1. Permis----- | 17 |
| 4.2. Autorisation d'utilisation et de rejet d'additifs chimiques----- | 18 |
| 4.3. Examen et consultation de l'organisme de réglementation ----- | 18 |
| 4.4. Prise de décision (Consentement) ----- | 18 |
| 5. Bibliographie ----- | 20 |
| ANNEXE I ----- | 21 |
| ANNEXE II ----- | 23 |
| ANNEXE III ----- | 25 |

Liste des abréviations / acronymes

| | |
|---------------|--|
| ALARP | As low as reasonably practicable / Aussi bas que raisonnablement possible |
| ASP | Aires Spécialement Protégées |
| ASP/DB | Aires Spécialement Protégées / Diversité biologique |
| BAT | Best Available Technology / Meilleures techniques disponibles |
| EBS | Environment Baseline Survey / Étude de référence environnementale |
| EES | Évaluation environnementale stratégique |
| EIE | Évaluation de l'impact environnemental |
| EIS | Environment Impact Statement / Énoncé des incidences environnementales |
| IMAP | Programme de surveillance et d'évaluation intégrées |
| IOGP | International Association of Oil and Gas Producers / Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz |
| MEBS | Marine Environment Baseline Survey / Enquête de référence sur le milieu marin |
| OCF | Operator Compliance factsheets / Fiches de conformité de l'opérateur |
| OFOG | Groupe du pétrole en mer et du gaz en mer de la Convention de Barcelone |
| PAM | Plan d'action pour la méditerranée |
| PC | Partie contractante |
| ROV | Remotely Operated Underwater Vehicle / Véhicule sous-marin téléguidé |
| SPR | Source-Pathway-Receptor Analysis / Analyse source-voie-récepteur |

1. Introduction

1. Le présent document vise à fournir des lignes directrices sur des méthodes et approches pratiques pour évaluer les impacts et les effets sur l'environnement d'une activité, comme le prévoient les points ii) et iii) de l'article 1.d du Protocole Offshore. Les présentes lignes directrices ne sont ni officielles ni normatives et sont conçues pour soutenir le développement d'une approche appropriée à une activité individuelle, en envisageant les impacts et les effets subséquents comme faisant partie intégrante du processus d'évaluation de l'impact environnemental (EIE).

2. Les dispositions pertinentes en vigueur dans la législation et/ou les systèmes réglementaires des Parties contractantes prévalent.

3. Les présentes lignes directrices dispensent des conseils sur le processus d'EIE et propose des méthodes et des outils pour déterminer et évaluer les impacts, les effets et les risques pour l'environnement. Il est recommandé aux autorités compétentes de procéder à une évaluation environnementale stratégique (EES) avant d'autoriser les activités pétrolières et gazières. L'EES représente un outil d'évaluation essentiel pour une planification par zone, la formulation de stratégies gouvernementales et l'identification des lacunes dans les données à un stade précoce avant l'octroi de licences.

4. Il convient de souligner que les principes énumérés à l'article I.4 du Plan d'action pour la Méditerranée touchent le Protocole Offshore et les lignes directrices actuelles.

1.1. Le processus d'EIE

5. La présente section décrit les étapes clés du processus d'EIE, notamment les principes régissant l'EIE et l'approche adoptée pour déterminer les conditions de référence et évaluer les impacts environnementaux potentiels ainsi que les effets associés à une activité proposée.

6. Les lignes directrices relatives aux EIE exposées dans le présent document se conforment à des exigences législatives communes et s'inspirent d'un certain nombre de documents d'orientation et de publications sur les meilleures pratiques, tel que le prévoit l'Annexe I du présent document. Ceci implique une détermination claire et transparente de l'ampleur des impacts des activités proposées, de la sensibilité et de la résilience des récepteurs ainsi que des voies d'impact des récepteurs. C'est la clé d'un processus d'EIE efficace et clairement vérifiable au soutien de la prise de décisions législatives.

7. L'EIE doit être initiée à un stade précoce, afin d'être terminée avant que le permis final n'ait été accordé.

8. Le processus d'EIE est constitué d'une série d'évaluations réalisées pour s'assurer que les questions environnementales soient considérées et prises en compte à toutes les étapes de l'élaboration de l'activité, des plans initiaux jusqu'à la construction en passant par les étapes d'exploitation, de surveillance et de démantèlement. Le processus d'EIE est présenté de façon schématique en Annexe II. Dans la mesure du possible, les évaluations doivent recourir à une approche fondée sur des données probantes qui est systématique et vérifiable pour évaluer et interpréter les impacts marins, terrestres et socio-économiques potentiels des activités proposées sur les récepteurs physiques, biologiques et anthropiques.

9. Une EIE représente un outil efficace pour déterminer les mesures d'atténuation des impacts et des effets inhérents à une activité. Les points de vue et les préoccupations des parties prenantes consultées, des autorités environnementales et du public concerné constituent une partie substantielle de toute recommandation. L'EIE doit suivre l'ensemble des meilleures pratiques correspondantes tout au long du processus, en s'assurant que des recommandations d'atténuation adéquates soient élaborées

pour minimiser les effets négatifs de l'activité et maximiser les effets environnementaux positifs, dans la mesure du possible.

10. Le processus d'EIE vise à identifier, décrire, évaluer, réduire ou éliminer, dans la mesure du possible, les impacts ou les effets indésirables potentiels. Il s'agit d'un processus qui est éclairé par une meilleure compréhension de l'environnement de référence et de l'ensemble de connaissances scientifiques correspondantes et qui est axé sur l'identification des solutions d'atténuation les plus efficaces, puis sur la réévaluation des effets environnementaux résiduels potentiels. La méthodologie ALARP (As Low As Reasonably Practicable / Aussi faible que raisonnablement possible) peut également être envisagée.

11. L'autorité compétente, les autorités environnementales, le public concerné et la consultation des parties prenantes sont des facteurs clés pour déterminer les sources de données importantes, la portée et la conception des études techniques de soutien et la recommandation de mesures d'atténuation. La consultation est essentielle pour comprendre les limites de l'ensemble du corpus scientifique en vigueur et des connaissances dans les domaines pertinents. Ces limites et l'incertitude correspondante concernant la prévision des impacts et des effets doivent être clairement exposées dans le rapport d'évaluation de l'impact environnemental (rapport d'EIE). L'Énoncé des incidences environnementales (EIS) est le nom le plus couramment donné au rapport imprimé qui consigne les résultats du processus d'EIE.

12. Le rapport d'EIE devant être fourni par l'opérateur concernant une activité doit inclure une description des solutions de rechange raisonnables étudiées par l'opérateur qui sont pertinentes pour cette activité spécifique, y compris, le cas échéant, un aperçu de l'évolution probable de l'état actuel de l'environnement sans mise en œuvre de l'activité (scénario de référence), comme moyen d'améliorer la qualité du processus d'EIE et de permettre l'intégration des considérations environnementales au stade précoce de conception de l'activité.

1.2. Terminologie de l'EIE

13. La présente section définit les termes¹ qui sont pertinents pour le cadre méthodologique de l'EIE. Les études techniques peuvent utiliser une terminologie spécifique concernant un sujet qui diffère de ces définitions qui doivent être précises.

14. **Activité** : a trait à l'exploration et/ou l'exploitation des ressources dans l'aire du Protocole, y compris :

- (i) Les activités de recherche scientifique concernant les ressources du fond marin et de son sous-sol ;
- (ii) Les activités d'exploration :
 - Activités sismologiques ; relevés du fond marin et de son sous-sol ; prélèvements d'échantillons ;
 - Forage d'exploration ;
- (iii) Les activités d'exploitation :
 - Mise en place d'une installation en vue de la récupération des ressources et activités y afférentes ;
 - Forage de développement ;
 - Récupération, traitement et stockage ;
 - Transport à terre par pipeline et chargement de navires ;
 - Entretien, réparation et autres opérations accessoires.

15. **Niveau de référence** : état actuel du domaine environnemental, socio-économique (lié à la population et à la santé humaine) ou culturel avant la construction ou l'exploitation du projet. Le

¹ Liste des termes à présent rangée par ordre alphabétique dans la version en anglais.

niveau de référence comprend la zone spécifique de l'activité et les zones et composantes voisines et interconnectées de l'environnement.

16. **Scénario de référence** : une description des alternatives raisonnables étudiées par l'opérateur qui sont pertinentes pour l'activité, y compris, le cas échéant, un aperçu de l'évolution probable de l'état actuel de l'environnement sans mise en œuvre de l'activité.

17. **Effets** : les conséquences environnementales, écologiques, socio-économiques (sur la population et la santé humaine) ou culturelles des impacts liés à l'activité sur les récepteurs concernés. Les conséquences sont définies comme bénéfiques ou défavorables. Les prévisions doivent se rapporter au niveau de référence et incorporer toute variabilité naturelle :

- a. Bénéfique : Un effet bénéfique est un effet qui améliore l'état initial des récepteurs concernés, comme par exemple, en cas d'augmentation des populations d'espèces rares ou protégées, d'augmentation de la superficie ou de la qualité des habitats, ou d'augmentation de l'activité économique locale et régionale ;
- b. Défavorable : un effet défavorable est un effet qui aggrave l'état initial des récepteurs concernés, comme par exemple en cas de diminution des populations d'espèces rares ou protégées, de diminution de la superficie ou de la qualité d'habitats ou des sites importants ou protégés, ou de diminution de l'activité économique locale et régionale ;
- c. Direct : un effet qui est la conséquence directe d'un impact lié à l'activité ;
- d. Indirect : un effet qui est une conséquence indirecte ou secondaire d'un impact lié à l'activité. Les effets indirects sont susceptibles d'être distingués spatialement ou temporellement des impacts directs ;
- e. Effet temporaire : effet qui ne dure que pendant une période de temps limitée et qui n'est pas permanent ;
- f. Effet permanent : effet qui est durable ou destiné à durer ou à demeurer inchangé indéfiniment ;
- g. Effet réversible : effet qui peut être inversé soit par la force régénératrice de l'environnement, soit par des mesures d'atténuation ;
- h. Effet irréversible : effet qui ne peut être inversé ni par la puissance régénératrice de l'environnement, ni par des mesures d'atténuation.

18. **Évaluation environnementale** : document d'examen concis qui décrit le développement proposé et identifie les impacts que l'activité est susceptible d'avoir sur l'environnement récepteur ainsi que toute mesure visant à réduire l'importance de tout impact.

19. **Impact** : les changements prévisibles et mesurables des conditions environnementales découlant directement d'une action liée à l'activité. Les impacts se limitent souvent aux domaines physiques et chimiques, mais peuvent également inclure des aspects biologiques. Les changements doivent être mesurables, quantifiés ou estimés dans des unités pertinentes, dans la mesure du possible, et sont définis comme positifs ou négatifs. Les Prévisions doivent se rapporter au niveau de référence et intégrer toute variabilité naturelle :

- a. Positif : un impact positif entraînera une augmentation de l'état initial d'un récepteur, comme par exemple en cas d'augmentation du nombre d'emplois dans une zone déterminée ;
- b. Négatif : un impact négatif entraînera une diminution de l'état initial d'un récepteur, comme par exemple en cas de diminution de la superficie d'un habitat donné ;
- c. Direct : un impact qui est le résultat direct d'une action liée à une activité. Les impacts directs sont susceptibles d'être simultanés dans l'espace ou dans le temps ;
- d. Indirect : un impact qui est le résultat indirect ou secondaire d'une action liée à une activité. Les impacts indirects sont susceptibles d'être séparés spatialement ou temporellement des impacts directs ;
- e. Impact temporaire : impact qui n'est que d'une durée limitée et qui n'est pas permanent ;
- f. Impact permanent : impact durable ou destiné à durer ou à demeurer inchangé indéfiniment ;

- g. Impact réversible : un impact qui peut être inversé soit par la force régénératrice de l'environnement, soit par des mesures d'atténuation ;
- h. Impact irréversible : impact qui ne peut être inversé ni par la force régénératrice de l'environnement ni par des mesures d'atténuation.

20. **Effets d'interaction** : effets multiples sur un seul récepteur qui peuvent interagir de plusieurs façons. C'est notamment le cas des :

- a. Effets additifs : la somme de tous les effets, par exemple des impacts multiples qui entraînerait individuellement une réduction de la population, s'additionnent pour produire une réduction plus importante de la population ;
- b. Effets synergiques : une interaction d'effets sur un récepteur unique qui provoque un effet global supérieur à la somme des effets individuels ;
- c. Effets antagonistes : une interaction d'effets sur un récepteur unique qui provoque un effet global inférieur à la somme des effets individuels ;
- d. Effets combinés : effets découlant d'un développement individuel en combinaison avec les effets d'autres plans ou projets ;
- e. Effets cumulatifs : les effets cumulatifs causés par les effets combinés des activités passées, présentes ou raisonnablement prévisibles et du développement lui-même. Ceci inclut les effets combinés de cette activité en association avec d'autres activités générant des effets similaires tant dans le temps que dans l'espace. Les prévisions doivent se rapporter au niveau de référence et incorporer toute variabilité naturelle.

21. **Probabilité** : probabilité d'occurrence, qui n'implique pas que quelque chose soit nécessairement probable ou certain. Toutefois, tous les impacts et effets potentiels doivent être pris en compte dans le processus d'EIE et leur risque environnemental doit être évalué en fonction de leurs conséquences et de leur probabilité d'occurrence.

22. **Ampleur** : degré et importance du changement de l'état initial et effets subséquents. L'évaluation de l'ampleur doit tenir compte de tous les aspects écologiques, socio-économiques ou autres des récepteurs concernés, y compris les aspects juridiques.

23. **Atténuation** : mesures visant à éviter, annuler, réduire, améliorer ou atténuer les impacts ou les effets défavorables d'une activité. Ses sous-catégories incluent : :

- a. L'évitement : l'évitement est le processus d'élimination à la source des impacts éventuels d'une activité soit par le biais de leur conception, soit par la mise en œuvre de méthodes alternatives. Également désigné sous l'expression d'« atténuation intégrée » ;
- b. Minimisation : la minimisation est conceptuellement similaire à l'évitement, mais vise à réduire à la source les impacts d'une activité lorsque leur élimination est susceptible de ne pas être possible. Encore une fois, ceci peut se faire par le biais de considérations en matière de conception ou de méthodes alternatives ;

24. **Compensation** : compensation par des mesures visant à améliorer d'autres sites affectés lorsque l'atténuation spécifique d'une activité n'est pas possible ou est peu susceptible d'être efficace. L'activité de compensation vise à cibler la même catégorie d'espèces/d'habitats, mais dans un endroit différent, la zone de remplacement.

25. **Voie** : mécanisme ou série d'interactions (p. ex. dépôt de sédiments, réactions chimiques ou bruit aérien) qui ont un impact sur un récepteur final (p. ex. organismes benthiques, habitats terrestres ou propriétés résidentielles voisines). Les voies peuvent être des processus ou des interactions physiques, chimiques, biologiques ou écologiques ou socio-économiques, et peuvent comprendre des étapes intermédiaires.

26. **Récepteur** : une composante spécifique de l'environnement de référence ou du domaine socio-économique qui sera, ou est « susceptible » d'être, affectée par les impacts ou les effets de l'activité. Il peut s'agir d'une seule entité, telle qu'une espèce ou une communauté, d'un groupe conceptuel, tel

qu'une population ou le sous-ensemble d'un écosystème ou d'un écosystème lui-même. Un récepteur ne peut être affecté que par l'activité spécifique proposée, ou par l'activité proposée et d'autres activités pertinentes associées.

27. **Effet résiduel** : l'effet restant après l'application des mesures d'atténuation pour réduire les effets prévus liés à l'activité.

28. **Sensibilité** : la sensibilité d'un récepteur est le degré auquel il peut être affecté par des impacts ou des effets liés à l'activité. La sensibilité est une caractéristique composante qui déterminera l'ampleur des effets et qui est indépendante de la valeur ou du statut juridique.

29. **Source** : l'origine d'un impact. Il s'agit d'un aspect de l'activité, et généralement d'actions liées à l'activité, ou d'un résultat direct du développement de l'activité (par exemple, la préparation du sol et les activités de construction).

30. **Analyse source-voie-récepteur** : une approche formelle pour évaluer le flux des changements et des conséquences d'une source d'impacts jusqu'à l'ensemble des récepteurs finaux. L'analyse intègre les meilleures connaissances scientifiques actuelles sur les processus impliqués, les logiques de cause à effet, et prend en compte les caractéristiques pertinentes de tous les récepteurs et interactions.

31. **Aire d'étude** : Composée i) de l'aire du site/site du projet où le projet se trouve et ii) de l'aire d'impact / la zone d'influence. L'aire du site comprendra au moins la zone maritime qui se trouve à 2 km de toutes les composantes du projet (sauf la tuyauterie, à 300 mètres de la tuyauterie en eau profonde et à 1 km du plateau continental). L'aire d'impact/la zone d'influence comprend l'aire la plus large qui pourrait être affectée par une opération en cours ou un incident pendant le forage ou la production.

32. **Effets transfrontaliers** : ceux causés au-delà des limites de la juridiction d'une Partie contractante à partir d'activités exercées sous sa juridiction, conformément à l'article 4.3.(d) de la Convention de Barcelone et au Protocole Offshore (article 26).

33. **Valeur** : la valeur intrinsèque ou l'importance d'un récepteur. Elle peut se caractériser par différents facteurs selon les récepteurs considérés, par exemple, la rareté de l'espèce ou la protection juridique, la valeur financière, la beauté esthétique, ou l'importance historique.

2. Vérification préliminaire (screening) de l'EIE

2.1. Quand une EIE est-elle requise ?

34. L'obligation de faire l'objet d'une EIE peut être liée soit à un type ou à une catégorie d'activité spécifique (voir la section 2.3), soit à une vérification préliminaire (screening) par le biais d'un ensemble donné de critères ou de seuils (voir le paragraphe 36), soit à un examen au cas par cas. La détermination d'une EIE au moyen d'une vérification préliminaire dépend des dispositions réglementaires applicables et doit être requise pour les activités ayant des effets importants probables sur l'environnement en l'absence de toute disposition juridique exigeant expressément une EIE ou en prévoyant qu'aucune EIE n'est requise.

35. La vérification préliminaire représente un processus qui détermine si une EIE est requise pour une activité spécifique, qui inclut les changements de projet, les modifications et les renouvellements de licence. Elle est réalisée par l'autorité compétente sur la base des données communiquées par l'opérateur et d'autres informations disponibles, telles que les résultats de contrôles préalables ou d'évaluations des effets sur l'environnement. La vérification préliminaire doit être réalisée au cours des premières phases de développement de l'activité.

36. Au cours du processus de vérification préliminaire, les critères suivants doivent être appliqués pour déterminer si une EIE est requise :

- a. Présence physique ;
- b. Production de déchets et émissions pertinentes, rejets et résidus prévus ;
- c. Génération de bruit sous-marin ;
- d. Les caractéristiques de l'activité (par exemple, l'envergure et la conception de l'ensemble de l'activité, l'utilisation de ressources naturelles, la production de déchets, la pollution et les nuisances, le risque d'accidents majeurs et/ou de catastrophes qui sont pertinents pour l'activité concernée, les risques pour la santé humaine, etc.) ;
- e. Le cumul avec d'autres activités existantes et/ou des activités approuvées ;
- f. L'emplacement des activités, à proximité ou à l'intérieur d'une aire géographique sensible d'un point de vue environnemental (notamment en raison de l'abondance relative, de la disponibilité, de la qualité et de la capacité de régénération des ressources naturelles dans l'aire ainsi que de la capacité souterraine et d'absorption de l'environnement naturel) ;
- g. Type et caractéristiques des impacts potentiels (par exemple, ampleur et étendue spatiale, catégorie, nature transfrontalière, intensité et complexité, probabilité, début prévu, durée, fréquence et réversibilité, cumul de l'impact avec l'impact d'autres activités existantes et/ou approuvées, possibilité de réduire efficacement l'impact).

2.2 Obtention d'un avis préliminaire

37. Un avis préliminaire officiel est requis de la part de l'autorité compétente concernant la nécessité d'une EIE. L'autorité compétente déterminera si une activité est susceptible ou non d'avoir des effets importants sur l'environnement. Si des effets importants sont considérés comme probables, une EIE sera requise. Chaque activité individuelle doit être examinée en fonction de son bien-fondé individuel, par rapport auquel l'autorité compétente déterminera la nécessité d'une EIE, dans le cadre de sa décision préliminaire.

38. Lorsqu'un avis préliminaire a été émis par l'autorité compétente, l'avis préliminaire, comprenant une déclaration relative aux principales raisons de l'exigence ou non d'une EIE, doit être consigné et mis à la disposition du public.

39. Dans le cas d'une évaluation environnementale qui ne se fait pas nécessairement par le biais de la procédure d'EIE (ci-après dénommée évaluation environnementale), l'autorité compétente se réserve le droit d'exiger une EIE, suite aux résultats de l'évaluation environnementale. Des lignes directrices sur la conduite d'une évaluation environnementale sont exposées en section 4.

2.3 Activités requérant une EIE

40. La liste des activités-requérant une EIE présentée ci-dessous s'applique dans les cas où aucune liste nationale n'a été mise en place. Elle peut également s'appliquer, le cas échéant, en supplément de tout critère national spécifique déjà élaboré. La liste comprend, sans s'y limiter :

- a. L'extraction de 500 tonnes ou plus de pétrole par jour ou de 500,000 m³ ou plus de gaz par jour, sauf en tant que sous-produit du forage ou du test de tout puits ;
- b. La construction de pipelines de transport, lorsque le pipeline mesure plus de 40 km de longueur et que le diamètre du pipeline est supérieur à 800 mm ;
- c. Toute modification ou extension des activités ci-dessus, lorsque la modification ou l'extension elle-même atteint les seuils, et renouvellements de licences / permis à reconduire ou expirés des activités ci-dessus conformément à l'article 5 du Protocole Offshore ;
- d. Les activités susceptibles d'avoir un impact substantiel sur une aire protégée officiellement désignée comme tel (p. ex. une Aire spécialement protégée), et comprennent l'utilisation de pistolets à air comprimé ou d'explosifs.

41. Aucune vérification préalable n'est exigée dans le cas de la liste susmentionnée des activités requérant une EIE ainsi que pour les activités figurant dans les listes nationales pour lesquelles des EIE sont requises sans vérification préalable.

2.4 Exemptions de réalisation d'une EIE

42. Lorsque l'activité a uniquement pour but la défense nationale ou une intervention en cas d'urgence civile et, que de l'avis de l'autorité compétente se conformant aux exigences de l'EIE, cela aurait un impact négatif sur ce but, une activité peut être exemptée de la réalisation d'une EIE au cas par cas et, dans l'affirmative, conformément à la législation nationale. Toutefois, il est recommandé de procéder à une évaluation des impacts après coup, si les activités entreprises pendant la situation d'urgence répondent aux critères de sélection (screening) prévus au paragraphe 36.

3. EIA Guidance for Offshore Activities

3.1. Cadrage

43. Le cadrage est le processus consistant à déterminer la portée et le niveau de détail de l'information sur l'environnement qui doit être traitée dans le rapport d'EIE.

44. En fonction de l'activité et des sensibilités locales, il est conseillé de consulter les parties prenantes concernées au cours du processus de cadrage afin de déterminer la portée du rapport d'EIE. Les parties prenantes comprennent un éventail d'autorités devant être consultées en vertu de la loi ou non.

45. En général, l'autorité compétente (chargée d'autoriser les EIE et administrativement distincte des autorités favorisant le développement économique offshore) fournira des informations sur les questions environnementales clés qui doivent être abordées dans le rapport d'EIE. L'autorité compétente consulte les autorités environnementales avant de fournir ce retour d'information. Toutes les activités de cadrage doivent être consignées et incluses en tant qu'annexes au rapport d'EIE.

46. Les principaux organismes de réglementation et les principales parties prenantes doivent être consultés sur la portée des études documentaires, la conception des enquêtes et des analyses d'échantillons, les études de modélisation et les évaluations d'impact à entreprendre, le cas échéant. D'autres consultations doivent être réalisées tout au long de l'élaboration du rapport d'EIE afin de s'assurer que l'ensemble des sources de données disponibles pertinentes sont identifiées et incorporées. Les détails des consultations avec l'autorité compétente et les parties prenantes concernées doivent être résumés dans les chapitres pertinents du rapport d'EIE.

47. Au cours du processus de cadrage, il est important de déterminer les lacunes potentielles affectant les données ou les ensembles de données incertains et de reconnaître les limites des ensembles de données, et de tenter de combler ces lacunes ou de trouver des ensembles de données de rechange pour soutenir le cadrage. Lorsqu'il n'est pas possible de trouver des solutions de rechange, il est fondamental que l'évaluation détermine toute incertitude concernant les données à l'appui ou l'ensemble sous-jacent des connaissances scientifiques, et reconnaisse et communique toute incertitude correspondante dans les prévisions des impacts et des effets.

3.2. Collecte des données de référence

48. Un guide de méthodologie pour la surveillance figurant dans le document UNEP(DEPI)/MED WG.434/4 – Liste des paramètres, décrit l'obligation pour les opérateurs d'entreprendre une évaluation des conditions environnementales marines de référence de la zone d'impact potentiel des activités prévues, par le biais d'un examen documentaire – complété par des études sur le terrain si nécessaire, en fonction de l'étape du cycle de vie de l'activité prévue et de la disponibilité des informations existantes.

49. Concernant les activités requérant une EIE, il convient de consigner dans le rapport d'EIE, des données environnementales inhérentes au site récemment obtenues ainsi qu'un résumé des résultats des enquêtes de référence sur l'environnement physique.

50. Des informations supplémentaires sur les normes recommandées pour les programmes d'échantillonnage des fonds marins sont fournies dans le document UNEP/MED WG.476/Inf.5, intitulé « Fondement des normes et lignes directrices communes sur l'élimination des hydrocarbures et des mélanges d'hydrocarbures ainsi que sur l'utilisation et l'élimination des fluides et déblais de forage ».

3.2.1 Collecte des données de bureau

51. Une évaluation sur ordinateur des conditions de référence du milieu marin doit être effectuée avant le début des activités, en documentant l'état du milieu marin pour l'aire d'impact potentiel des activités. Les données de référence relatives à l'environnement doivent être suffisantes pour caractériser l'aire d'impact potentiel, y compris la biodiversité régionale et locale, les emplacements des habitats et des ressources sensibles, et l'impact des autres utilisateurs de la ressource (par exemple, les pêcheurs), de sorte que les impacts potentiels des activités sur toutes les composantes du milieu marin puissent être adéquatement évalués dans le cadre de l'EIE et surveillés par l'exploitant pendant la durée des activités.

52. L'analyse des lacunes des données de bureau identifiées dispensera des conseils sur les données supplémentaires à recueillir pour combler lesdites lacunes au cours des études ultérieures sur le terrain et les mettre au niveau de détail requis pour l'EIE.

3.3.2 Étude de référence environnementale

53. Afin d'être en mesure d'évaluer et de surveiller tout changement futur, un ensemble de données scientifiquement solides doit être collecté pour déterminer les conditions environnementales actuelles (c.-à-d. la référence) de l'emplacement de l'activité.

54. Une Étude de référence environnementale bien conçue permettra d'observer à l'avenir tout changement relatif aux conditions environnementales dans la zone, ainsi que de déterminer si ces changements découlent des activités proposées ou sont dus à des variations naturelles ou à d'autres facteurs externes.

55. L'Étude de référence environnementale doit recueillir des données géophysiques (bathymétrie, caractéristiques des fonds marins, etc.), ainsi qu'un nombre adéquat d'échantillons de fonds marins pour l'identification faunique, la caractérisation des sédiments et l'analyse chimique (p. ex. analyse de la taille des particules, contaminants organiques, métaux lourds, etc.). L'utilisation d'images fixes et de vidéos déroulantes représente une méthode non destructive qui peut être utilisée pour évaluer l'habitat.

56. Les données de référence supplémentaires qui peuvent être utiles à la collecte incluent les l'hydrodynamique locale, les données métocéaniques ainsi que la qualité de l'eau dans l'aire (p. ex., vent local, courants, températures de l'eau de mer et de l'air, salinité et transport des sédiments).

57. D'autres lignes directrices sur l'Étude de référence environnementale (EBS) sont fournies dans le document (UNEP/DEPI/MED WG.434/4) – Liste des paramètres – soumise lors de la première réunion OFOG, tenue en Grèce, à Loutraki, en avril 2017-, dans lequel un certain nombre de critères de surveillance environnementale sur le terrain par les exploitants (y compris l'évaluation de référence environnementale) sont proposés selon les modalités suivantes :

- a. Des études sur l'environnement marin et les fonds marins sur le terrain doivent être réalisées pour compléter les données de référence provenant de l'ordinateur lorsque des lacunes sont décelées dans les informations qui en proviennent et/ou lorsque l'activité justifie une telle évaluation supplémentaire ;
- b. Une Enquête de référence sur le milieu marin (MEBS) – préalable à l'activité - qui collecte des données sur le milieu marin de référence dans l'aire d'impact potentiel de l'activité, p. ex. eau et sédiments, à partir d'emplacements d'échantillonnage suffisants sur toute l'aire de la zone d'impact potentielle afin de fournir une représentation statistique des conditions de référence dans l'aire, ainsi qu'à partir d'emplacements d'échantillonnage plus éloignés en vue d'une utilisation en tant que points de référence régionaux.
- c. Une Enquête sur les fonds marins – préalable à l'activité - (comme par exemple une enquête avec un sonar à balayage latéral haute résolution, une évaluation 3D des risques en eaux peu profondes, une enquête vidéo avec des véhicules sous-marins téléguidés (ROV), etc., y compris l'utilisation de technologies futures d'enquêtes à jour) doit être entreprise afin de documenter l'aire du site et l'état des fonds marins de l'aire d'impact. Les résultats de l'enquête fourniront une référence pour les changements spatiaux et temporels potentiels des conditions environnementales sur les fonds marins qui pourraient résulter de l'activité.

58. Toutes les études ou enquêtes doivent être conçues en tenant compte des indicateurs communs du Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes et critères d'évaluation connexes (IMAP) décrits dans le document UNEP/MED WG.476/Inf.4 intitulé « Fondement des lignes directrices pour l'évaluation de l'impact environnemental (EIE) » Pour de plus amples informations sur les stratégies d'enquête environnementale et les méthodologies à appliquer », voir également le document UNEP/MED WG.476/Inf.5 intitulé « Fondement des normes et lignes directrices communes sur l'élimination des hydrocarbures et des mélanges d'hydrocarbures ainsi que sur l'utilisation et l'élimination des fluides et déblais de forage ».

59. Les Fiches de conformité de l'opérateur (OFC) doivent être utilisées lors de la collecte de données environnementales pour les indicateurs communs et candidats pertinents. Les OFC complétées (UNEP/DEPI)/MED WG. 434/inf.6) doivent être présentées à l'autorité compétente de chaque pays aux fins d'autorisation et/ou pour mettre en œuvre des actions corrective appropriées, si nécessaire.

3.3. Cadre de méthodologie attendant à l'évaluation des impacts

3.3.1 Description et évaluation du niveau de référence

60. Une compréhension approfondie de l'environnement et des récepteurs susceptibles d'être affectés par l'activité proposée est essentielle pour prévoir les impacts et les effets potentiels ainsi que pour faire des recommandations d'atténuation appropriées. Il est important de décrire la présence ou l'absence de récepteurs pertinents, leur état actuel, la variabilité naturelle ainsi que toute autre caractéristique appropriée aux fins d'une évaluation d'impact. Les évaluations des récepteurs et la méthodologie employée doivent également être incluses. Les détails de la méthode d'évaluation sont décrits à la section 3.4.3 « Évaluation des récepteurs ».

61. La description du niveau de référence doit comprendre à la fois des recherches documentaires et des données d'enquête sur le terrain. Avant de commencer des enquêtes ou des études techniques, il convient de solliciter les conseils et de recueillir le consentement de l'autorité compétente concernant les sources de données adéquates, les évaluations fondées sur une recherche documentaire, la conception des enquêtes, les analyses d'échantillons, les études de modélisation ainsi que la

consultation appropriée des parties prenantes. La portée des enquêtes et des études techniques doit tenir compte de la nature des activités et des zones d'influence correspondantes, de la sensibilité des récepteurs probables et des voies potentielles pour les activités susceptibles d'affecter les récepteurs. L'analyse formelle des voies potentielles est connue sous le nom d'Analyse source-voie-récepteur, qui est intégralement décrite à la section 3.3.4 « Analyse source-chemin-récepteur ».

3.3.2 Lacunes en matière de données et incertitudes

62. Au cours du processus d'EIE, il est important d'identifier les lacunes potentielles en matière de données ou les ensembles de données incertains, de reconnaître les limites des ensembles de données et d'essayer de combler ces lacunes ou de trouver des ensembles de données de rechange pour soutenir l'évaluation de l'impact. Lorsqu'il est impossible de trouver d'autres ensembles de données, il est fondamental que l'évaluation détermine toute incertitude au sein des données à l'appui ou de l'ensemble sous-jacent des connaissances scientifiques, et reconnaisse et communique toute incertitude correspondante dans les prévisions des impacts et des effets.

3.3.3 Identification des impacts et des effets

63. Les termes « impact » et « effet » sont fréquemment utilisés de façon interchangeable dans de nombreux rapports d'EIE publiés et dans certains documents d'orientation. Toutefois, le Protocole Offshore stipule « qu'une demande doit inclure une enquête sur les effets des activités proposées sur l'environnement ». La distinction entre les impacts et les effets (et leur ampleur) est importante pour l'évaluation globale de l'importance des effets décrite à la section 3.4.5 « Évaluation de l'importance des effets ».

64. Le Protocole Offshore stipule que les EIE doivent décrire et évaluer les « effets directs ou indirects prévisibles à court et à long terme » de l'activité. L'Annexe IV exige notamment :

- Une description des effets probables de l'activité sur l'environnement ;
- Une description des caractéristiques de l'activité et/ou des mesures proposées afin d'éviter, de prévenir ou réduire et, si possible, de compenser les effets défavorables importants probables sur l'environnement, par le biais notamment de solutions de rechange éventuelles.

65. La nature et les caractéristiques des impacts et des effets varient selon le sujet et doivent être décrites en détail dans les chapitres pertinents du rapport d'EIE.

3.3.4 Analyse source-chemin-récepteur

66. La détermination des récepteurs susceptibles d'être affectés par des actions liées à l'activité s'appuie sur l'Analyse source-chemin-récepteur (SPR/Source-Pathway-Receptor) pour l'identification des impacts et des effets consécutifs. Le processus d'Analyse SPR est présenté de façon schématique en Annexe III. L'Analyse SPR tient compte de toutes les routes et mécanismes potentiels d'impact qui affectent l'ensemble des récepteurs potentiels le long des voies prévues. Les voies sont des processus ou une série d'interactions qui ont un impact sur un récepteur final.

67. Dans certains cas, les récepteurs affectés par des sources liées à l'activité peuvent eux-mêmes avoir des effets sur d'autres récepteurs, par exemple en cas d'effets sur les réseaux alimentaires ou les relations prédateur-proie. L'Analyse SPR doit également identifier toutes les voies et tous les récepteurs au moment de prendre en compte des interactions complexes où plusieurs récepteurs inter-reliés sont susceptibles d'être affectés. Dans ces cas, les récepteurs peuvent être affectés de différentes façons et à des degrés différents. Pour cette raison, l'évaluation des effets peut avoir besoin de se manifester en un processus itératif, identifiant plusieurs récepteurs finaux, chacun avec des amplitudes d'effets différentes (Annexe III).

3.4. Description et évaluation des impacts et des effets

68. Tous les impacts identifiés comme potentiellement importants au cours de la phase de cadrage, doivent faire l'objet d'une évaluation détaillée dans le rapport d'EIE. Chaque impact doit être décrit, quantifié et évalué.

69. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une liste exhaustive, un certain nombre d'impacts potentiels associés aux activités pétrolières et gazières offshore typiques ont été énumérés ci-dessous. L'évaluation des impacts doit porter sur toutes les phases du projet – construction/installation, pré-mise en service et mise en service, exploitation et désaffectation.

Étude sismique :

- a. Génération de bruit sous-marin sur les mammifères marins et les poissons ;
- b. Présence physique (p. ex., navire de surveillance, banderoles, etc.) sur d'autres utilisateurs de la mer et d'animaux marins.

Forage (exploration et production) :

- a. Présence physique sur d'autres utilisateurs de la mer et des fonds marins et des communautés associées (par exemple, benthos) ;
- b. Rejets de forage (p. ex., boues de forage, ciment, etc.) affectant les fonds marins et les communautés associées (p. ex. benthos), la colonne d'eau et les communautés associées (p. ex. poissons) ;
- c. Émissions atmosphériques (p. ex. production d'électricité, torchage, etc.) dans l'atmosphère (locales, transfrontalières et cumulatives) ;
- d. La génération de bruit sous-marin sur les mammifères marins et les poissons ;
- e. Les événements imprévus/accidentels (par exemple, les déversements d'hydrocarbures) peuvent affecter le plancton, le benthos, les récifs coralliens, les poissons, les mollusques et les crustacés, les mammifères marins, les tortues marines, les oiseaux marins, les lits d'herbes marines, les sites désignés, les côtes et les habitats côtiers et les autres utilisateurs de la mer ;
- f. Activités de gestion des déchets.

Production :

- a. Présence physique d'autres utilisateurs de la mer et des fonds marins et des communautés associées (par exemple, benthos) ;
- b. Rejets d'hydrocarbures (p. ex. l'eau produite) sur la colonne d'eau et les communautés associées (p. ex. les poissons) ;
- c. Émissions atmosphériques locales, transfrontalières et cumulatives (p. ex. production d'électricité, torchage, etc.) ;
- d. Événements accidentels (par exemple, déversements d'hydrocarbures) sur le plancton, le benthos, les récifs coralliens, les poissons, les mollusques et les crustacés, les mammifères marins, les tortues marines, les oiseaux marins, les lits d'herbes marines, les sites désignés, les côtes et les habitats côtiers et les autres utilisateurs de la mer ;
- e. Activités de gestion des déchets.

Pipelines. Les principaux impacts des pipelines – au cours des phases de pose et d'exploitation doivent être indiqués, et notamment :

- a. Le transport d'hydrocarbures à partir d'installations de production ou de non-production à terre ;
- b. La suspension de particules de sédiments pendant la construction et la sédimentation sur des habitats à substrat dur sensible ;
- c. Le bruit sous l'eau ;
- d. L'éclairage pendant la phase de construction, en particulier dans les eaux peu profondes ;
- e. Les événements imprévus/accidentels (par ex. une fuite d'hydrocarbures) sur le plancton, le benthos, les récifs coralliens, les poissons, les mollusques et les crustacés, les mammifères marins, les tortues marines, les oiseaux marins, les lits d'herbes marines, les sites désignés, les côtes et les habitats côtiers et les autres utilisateurs de la mer.

70. La détermination des potentiels impacts cumulatifs et transfrontaliers des activités proposées doit également être envisagée lors de l'évaluation des impacts et des effets et être incluse dans le rapport d'EIE.

71. Les normes et lignes directrices communes offshore pour les restrictions ou conditions spéciales pour les Aires spécialement protégées (ASP) dans le cadre du Plan d'action Offshore pour la Méditerranéen doivent être prises en considération pour l'évaluation des activités sur une aire officiellement désignée (par exemple ASP), conformément aux dispositions du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique (ASP/DB).

3.4.1 Caractérisation et évaluation de l'ampleur des impacts

72. Des prévisions sur les modifications des conditions de référence sont effectuées par rapport au niveau de référence. Elles doivent être mesurables, quantifiées ou estimées, dans la mesure du possible. La caractérisation et l'évaluation de l'ampleur des impacts sont effectuées en fonction des récepteurs affectés et nécessitent un contexte spécifique aux récepteurs. Par conséquent, les valeurs seuils pour des facteurs spécifiques tels que la superficie, la fréquence ou la durée doivent être communiquées dans les chapitres correspondants du rapport d'EIE.

3.4.2 Caractérisation et évaluation de l'ampleur des effets

73. L'ampleur des effets environnementaux potentiels pour chaque récepteur doit être évaluée indépendamment de sa valeur ou de son statut. Même lorsque des récepteurs à valeur élevée utilisent le site, l'ampleur de l'effet sur ces récepteurs peut être relativement faible si l'habitat affecté est relativement peu important pour eux. Exemples où l'ampleur des effets sur les récepteurs concernés à valeur élevée est susceptible d'être faible :

1. Perte/réduction des habitats des récepteurs qui représentent une très petite portion de leur aire de recherche de nourriture ;
2. Perte/réduction des habitats des récepteurs dont l'aire de répartition augmente ;
3. Perte/réduction des habitats des récepteurs de très mauvaise qualité ;
4. Perte/réduction des habitats non utilisés aux fins de reproduction, de mise à l'abri ou d'hivernage;
5. Perte/réduction des habitats des récepteurs qui disposent de nombreux sites alternatifs.

74. La sensibilité de chaque récepteur doit être prise en compte lors de l'évaluation de l'ampleur probable de l'effet. La sensibilité écologique est définie comme la variation relative d'un système ou d'une population en ce qui concerne le niveau de perturbation (Miller et al., 2010). La sensibilité des systèmes socio-économiques et socio-écologiques peut être définie de façon similaire (Holling, 2001).

75. L'ampleur des effets écologiques sera un produit des impacts inhérents à l'activité et des caractéristiques spécifiques aux récepteurs qui rendent ces récepteurs sensibles aux impacts pertinents. Des définitions des caractéristiques spécifiques à un sujet doivent être fournies dans les chapitres de chaque rapport d'EIE et incorporer les directives spécifiques et les meilleures pratiques propres à tout récepteur

3.4.3 Évaluation des récepteurs

76. La prochaine étape consiste à déterminer la valeur écologique, socio-économique ou patrimoniale du récepteur affecté. Les méthodes et les critères d'attribution de valeur doivent être spécifiques aux récepteurs individuels et détaillés dans les chapitres pertinents du rapport d'EIE.

77. Une attention particulière doit être accordée aux récepteurs généralement affectés par les activités offshore, notamment :

- a. Le benthos ;
- b. Les récifs coralliens ;

- c. Les poissons et crustacés ;
- d. Les mammifères marins ;
- e. Les reptiles marins ;
- f. Le plancton ;
- g. Les oiseaux marins ;
- h. Les lits d'herbes marines ;
- i. Les aires de conservation de la nature et/ou les aires sensibles officiellement désignées (p. ex. les Aires spécialement protégées) ;
- j. Les autres utilisations de la mer, par exemple la pêche, le transport, le tourisme et les loisirs, les activités pétrolières et gazières, les énergies renouvelables, les câbles sous-marins, l'activité militaire, l'aquaculture, archéologie, etc.

3.4.5 Évaluation de l'importance des effets

78. L'importance de chaque effet est déterminée en comparant la valeur de la caractéristique écologique, socio-économique ou patrimoniale à l'ampleur de l'effet prévu. Cette méthodologie est appliquée individuellement en ce qui concerne les caractéristiques écologiques, socio-économiques ou patrimoniales spécifiques à chaque récepteur.

79. Le niveau d'importance des effets sert à déterminer l'utilisation et le niveau des mesures d'atténuation. Lorsqu'un effet potentiel est évalué comme « Modéré » ou « Majeur », il convient de le considérer comme « Important » en termes d'EIE. Dans la mesure du possible, les mesures d'atténuation (y compris la compensation) qui réduisent l'ampleur ou l'importance potentielle des effets, ou la probabilité d'effets importants doivent être identifiées. Les effets indésirables mineurs ne nécessitent généralement aucune action au-delà des bonnes pratiques de gestion.

80. Des recommandations d'atténuation doivent être envisagées dans le cadre du processus d'EIE pour tous les effets « Modérés » ou « Majeurs ». Les effets sont réévalués comme décrit ci-dessus jusqu'à ce que l'importance de l'effet soit réduite à des niveaux acceptables (« Défavorables mineurs » ou « Négligeables ») ou qu'aucune mesure d'atténuation supplémentaire ne puisse être appliquée. L'importance résiduelle de l'effet est estimée, à partir de quoi des décisions consensuelles peuvent être prises.

3.4.6 Évaluation des risques environnementaux

81. Il est également important de tenir compte de la probabilité qu'un effet potentiel se produise comme prévu. Par conséquent, une fois que l'ampleur d'un effet a été déterminée, la probabilité que l'effet se produise doit être classée dans un certain nombre de classifications allant de « Certain » à « Extrêmement improbable ».

82. La raison de l'inclusion d'une catégorie « Extrêmement improbable » tient au fait que même si certains effets potentiels sont tout à fait improbables, ils peuvent également s'avérer extrêmement graves s'ils se produisent, et entraîner des effets défavorables majeurs sur certains récepteurs. Ces cas nécessiteront la mise en place de plans d'urgence. Lorsqu'il existe un doute entre deux catégories dans l'échelle de probabilité, une approche prudente doit être adoptée et la catégorie la plus conservatrice choisie.

83. Les stratégies de gestion des risques comprennent la gestion ou la rupture des voies et/ou la protection des récepteurs. Des mesures ou stratégies d'atténuation visant à réduire les risques environnementaux doivent être prises en compte pour des activités pertinentes susceptibles de provoquer une pollution opérationnelle, les « affaires courantes » ainsi que des événements accidentels. Leur influence ultérieure sur les effets résiduels doit être évaluée pour les récepteurs pertinents.

84. Pour les événements accidentels, lorsqu'il n'est peut-être pas possible de réduire l'ampleur des impacts ou des effets potentiels, le risque environnemental global peut être diminué en diminuant la

probabilité qu'un événement indésirable se produise au moyen de mesures d'atténuation bien élaborées (Gormley et al., 2011).

85. La méthode d'évaluation utilisée doit être clairement décrite dans le chapitre correspondant du rapport d'EIE.

3.5. Effets cumulatifs et transfrontaliers

86. Les effets cumulatifs sont ceux causés par les effets combinés d'activités passées, présentes ou raisonnablement prévisibles dans une aire plus vaste et l'activité elle-même. L'évaluation des effets combinés tient compte d'autres activités marines et terrestres qui génèrent des effets sur des étendues temporelles et spatiales similaires. L'évaluation des effets cumulatifs doit tenir compte de tous les effets potentiels de l'interaction. L'évaluation des effets cumulatifs doit s'appuyer sur des lignes directrices et des méthodes établies.

87. Les facteurs pris en compte dans la détermination de la portée d'autres activités à l'intérieur ou à l'extérieur de l'évaluation des effets cumulatifs et transfrontaliers doivent inclure la connectivité, les voies d'effets, la répartition des espèces et les aires de recherche de nourriture. Il convient de consulter l'autorité compétente pour confirmer que la sélection des activités incluses est terminée et que l'approche de l'évaluation des effets cumulatifs et transfrontaliers est correcte. Des informations à l'appui de l'examen des effets cumulatifs et transfrontaliers doivent être fournies dans les chapitres correspondants du rapport d'EIE.

3.6. Atténuation et compensation

3.6.1 Mesures d'atténuation et effets résiduels

88. Le terme « atténuation » est généralement utilisé pour couvrir tous les efforts entrepris afin de réduire les impacts potentiels (et, par conséquent, les effets). Il peut s'agir de changements de conception, de modifications des méthodes proposées ou d'autres activités, en plus des activités essentielles visant à réduire les impacts.

89. Les mesures d'atténuation sont principalement appliquées à la source, afin de réduire les impacts, en vue d'une réduction équivalente des effets résiduels sur les récepteurs en question. Toutefois, l'atténuation peut également être appliquée directement au niveau des récepteurs, dans l'intention de réduire les effets, sans aucune influence sur la source ou l'impact.

90. Toutes les recommandations d'atténuation décrites dans le rapport d'EIE doivent se baser sur les pires scénarios réalistes possibles ainsi que sur l'approche des Meilleures techniques disponibles (BAT / Best Available Technology), en veillant à ce que toutes les mesures décrites soient adaptées pour améliorer la gamme des effets prévus. Les recommandations d'atténuation peuvent être révisées au cours de la détermination de l'application.

3.6.2 Atténuation et surveillance

91. Des mesures d'atténuation doivent être appliquées principalement à la source, afin de réduire les impacts, en vue d'une réduction équivalente des effets résiduels sur les récepteurs en question à des niveaux acceptables. Toutefois, l'atténuation peut également être appliquée directement au niveau des récepteurs, dans l'intention de réduire les effets, sans aucune influence sur la source ou l'impact.

92. De nombreux opérateurs pétroliers ou gazières sont des sociétés multinationales, exerçant leurs activités dans différents pays au sein de multiples régimes réglementaires et qui sont généralement gérées par le biais de systèmes de gestion d'entreprise mondiaux afin de garantir le respect de l'ensemble des normes réglementaires, quel que soit le lieu des opérations. De nombreuses activités pétrolières et gazières offshore disposent de mesures d'atténuation inhérentes en place, dans le cadre de procédures et pratiques opérationnelles « normales ». Ces mesures d'atténuation doivent néanmoins

être évaluées/examinées au cas par cas afin de s'assurer qu'elles correspondent aux besoins identifiés par l'EIE et être incluses dans le rapport d'EIE pour démontrer que les impacts sont pris en charge.

93. L'ensemble des exigences en matière d'atténuation et de surveillance de l'environnement doivent être énoncées dans le rapport d'EIE ainsi que dans la décision de consentement au développement, et consignées dans un Plan de gestion environnementale (PGE). Conformément aux exigences énoncées dans l'IMAP, des évaluations régulières de la performance environnementale de l'exploitant doivent être effectuées par un tiers indépendant afin de déterminer la performance environnementale de l'exploitant tout au long des opérations par rapport à celle indiquée dans le rapport d'EIE.

3.6.3 Compensation

94. Les mesures de compensation doivent être considérées à part des mesures d'atténuation. La compensation se rapporte aux « mesures prises pour compenser la perte ou les dommages permanents aux ressources biologiques par la mise en place d'aires de remplacement ». Les aires de remplacement doivent viser à compenser autant de caractéristiques perdues que possible.

3.7. Le Rapport d'évaluation de l'impact environnemental

95. Un rapport d'EIE soumis à l'autorité compétente doit identifier, décrire et évaluer les effets des activités proposées sur l'environnement, le domaine socio-économique et culturel, les mesures d'atténuation, les données relatives à l'emplacement géographique, les mesures de sécurité, le plan d'urgence, les coordonnées de l'exploitant, les procédures de surveillance et de démantèlement, les précautions à prendre pour les Aires spécialement protégées et les informations relatives aux responsabilités en cas de dommages environnementaux.

96. L'annexe IV du Protocole Offshore énonce les critères minimaux que chaque rapport d'EIE doit respecter.

3.7.1 Contenu et structure

97. Le Rapport d'évaluation de l'impact environnemental devrait contenir, sauf disposition contraire de la législation nationale, au moins :

- a. Une description des méthodes, installations et autres moyens à utiliser, ainsi que des alternatives éventuelles à ces méthodes et moyens et une justification de l'option sélectionnée ;
- b. Une indication de la nature, des objectifs, de la portée et de la durée des activités proposées ;
- c. Une description de l'état initial/de référence de l'environnement de l'aire ;
- d. Une description des solutions de rechange raisonnables aux activités proposées étudiées par l'exploitant qui sont pertinentes pour le projet et ses caractéristiques inhérentes ;
- e. Une description des limites géographiques de l'aire dans laquelle les activités doivent être effectuées, comprenant des zones de sécurité, le cas échéant ;
- f. Un renvoi à la méthodologie utilisée pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement ;
- g. Une description des effets directs ou indirects prévisibles à court et à long terme des activités proposées sur l'environnement, y compris sur la faune, la flore et l'équilibre écologique ;
- h. Une déclaration indiquant les mesures proposées pour réduire au minimum le risque de dommages à l'environnement découlant de l'exécution des activités proposées, y compris des alternatives éventuelles à ces mesures ;
- i. Une indication des mesures à prendre pour protéger l'environnement de la pollution et d'autres effets néfastes pendant et après les activités proposées ;
- j. Une indication de la probabilité que l'environnement d'un autre État risque d'être affecté par les activités proposées ;
- k. Des détails concernant le programme de surveillance de l'environnement et le plan de gestion.

3.8. Examen de l'organisme de réglementation et consultation publique

98. Suite à la présentation du Rapport d'EIE à l'autorité compétente, ledit rapport fera l'objet d'une période officielle de consultation publique. Le grand public doit être informé qu'un rapport d'EIE a été soumis pour permettre à toute personne ou à tout tiers susceptible d'être intéressé ou affecté par l'activité correspondante de présenter ses observations. La notification au public se fait généralement par le biais d'un avis publié dans un journal ou d'une autre publication invitant à présenter des commentaires sur le rapport d'EIE. Compte tenu de l'importance renforcée des activités et des meilleures pratiques, la publication doit se faire par voie électronique et à titre gratuit (via internet). Il est recommandé de fixer une date limite pour la présentation des commentaires au cours de la période de consultation, par exemple, un délai de 30 jours à compter de la date de publication de l'avis. Tout commentaire présenté au cours de la période de consultation, doit être transmis à l'autorité compétente.

99. Si l'autorité compétente estime qu'une activité pourrait avoir un effet important sur l'environnement d'un État limitrophe, ou si cet État estime que son environnement est susceptible d'être sensiblement affecté par l'activité, l'État limitrophe doit être invité à participer au processus de consultation. L'autorité compétente doit toujours considérer que l'environnement d'un État limitrophe est susceptible d'être affecté, si cette possibilité ne peut pas être exclue avec certitude sur la base des informations communiquées.

100. Une fois la consultation terminée, l'autorité compétente entamera son examen consistant à déterminer si l'information environnementale communiquée par l'exploitant, dans le cadre d'une procédure d'EIE, est suffisante pour qu'elle donne son consentement. L'examen peut être effectué par l'autorité compétente elle-même ou par une organisation indépendante au nom de cette dernière. Le résultat de la consultation publique avec toutes les questions et réponses fournies doit être accessible au public. Les commentaires pertinents du public doivent être pris en considération et doivent être spécifiquement traités par l'autorité compétente. Les Recommandations de Maastricht sur les moyens de promouvoir la participation effective du public au processus décisionnel en matière d'environnement (Nations Unies, 2015) doivent être considérées comme des meilleures pratiques et sont recommandées.

101. Lorsque le rapport d'EIE est jugé inadéquat, l'exploitant sera invité à fournir des renseignements supplémentaires et le processus d'octroi de consentement ne débutera pas tant que ces renseignements n'ont pas été communiqués. Il y aura habituellement une procédure de recours contre les demandes de renseignements complémentaires.

102. Après réception de la réponse de l'exploitant, l'autorité compétente tiendra compte des informations supplémentaires lors de l'examen de la demande. Si l'information supplémentaire est considérée comme faisant partie intégrante de la décision, elle exigera en outre que l'information supplémentaire fasse l'objet d'une nouvelle série de consultations publiques.

103. Lorsqu'une quantité considérable d'informations supplémentaires est requise, l'autorité compétente peut demander un addendum officiel au rapport d'EIE initial, ou même suggérer que l'exploitant prépare un nouveau rapport d'EIE, le processus d'examen devant alors reprendre à zéro dans son ensemble.

3.9. Prise de décision (Consentement)

104. Une fois que toutes les questions soulevées au cours du processus de consultation et d'examen de l'autorité compétente auront été résolues, l'autorisation ne sera accordée que si l'autorité est convaincue que l'activité n'aura probablement pas d'impact important sur l'environnement récepteur et que l'installation a été planifiée, conformément aux normes et pratiques internationales admises. L'exploitant doit également démontrer qu'il dispose d'une compétence technique et d'une capacité financière nécessaires à l'exécution des activités.

105. L'autorisation doit être refusée, en cas d'indices tendant à démontrer que les activités proposées sont susceptibles de causer des effets négatifs importants sur l'environnement qui ne pourraient pas être évités par le respect des conditions fixées dans l'autorisation. Ces conditions portent sur des mesures, des techniques ou des méthodes visant à réduire au minimum les risques et les dommages dus à la pollution et découlant des activités, tel que stipulé à l'article 6, alinéa 3 du Protocole Offshore.

106. Au moment d'envisager d'approuver l'emplacement d'une installation, l'autorité compétente doit s'assurer qu'aucun effet préjudiciable ne sera causé aux installations existantes, en particulier aux pipelines et aux câbles.

107. L'autorité compétente examinera le rapport d'EIE à la lumière des exigences énumérées dans le Protocole Offshore. L'autorité administrative donnera son autorisation lorsqu'elle sera satisfaite par les informations communiquées et qu'elle ne relèvera aucune objection d'ordre environnemental à l'encontre des activités. L'autorisation précisera les activités et la période de validité, les limites géographiques, les exigences techniques, les installations et les zones de sécurité nécessaires. L'autorisation peut imposer des conditions pour réduire les risques et les dommages causés par la pollution résultant des activités. Toute modification de l'activité/du projet proposé doit être signalée à l'autorité compétente et faire l'objet d'une vérification préalable ou d'une EIE. Lorsque la décision d'autorisation ou de refus a été prise, l'autorité compétente en informe rapidement le public et les autorités.

4. Lignes directrices pour la conduite de l'évaluation environnementale

4.1. Permis

108. Suite à la décision de vérification préalable (screening), dans le cas d'une activité éligible à une évaluation environnementale, l'opérateur est tenu de communiquer les informations suivantes :

- a. Une brève description de l'activité, des méthodes, des installations et des autres moyens à utiliser pendant toute leur durée de vie ;
- b. Une brève description de la nature, de la finalité, de la portée et de la durée des activités proposées ;
- c. Une brève description de l'état initial/de référence de l'environnement de l'aire ;
- d. Une brève description de la délimitation géographique de l'aire dans laquelle les activités doivent être exercées, comprenant les zones de sécurité, le cas échéant ;
- e. Une brève description des effets potentiels directs ou indirects, à court et à long terme des activités proposées sur l'environnement, y compris sur la faune, la flore et l'équilibre écologique ;
- f. Une description des mesures d'atténuation mises en place pour éviter/minimiser les risques de dommages à l'environnement causés par la pollution pendant et après les activités proposées ;
- g. Une notification, conformément à l'article 17 du Protocole, sur le fait de savoir s'il est probable que l'environnement d'un autre État soit affecté par les activités proposées.

109. En décrivant les points susmentionnés, l'opérateur peut prendre en considération les dispositions suivantes :

- i. Description de l'activité

110. Une description de l'activité, y compris les méthodes d'activité, le lieu de l'activité et le programme de travail, doit être fournie.

- ii. Programme d'activité

111. L'évaluation environnementale doit confirmer la date de début et la durée proposées des activités. Le calendrier doit également tenir compte des retards potentiels, car il peut y avoir des différences saisonnières dans les sensibilités environnementales.

iii. Description de la référence environnementale

112. Une description de tous les aspects de l'environnement susceptibles d'être affectés par l'activité doit être effectuée. Une attention particulière doit être accordée aux aires géographiques sensibles d'un point de vue environnemental, qui sont susceptibles d'être affectées par l'activité, en incluant les espèces ou habitats protégés. Le cas échéant, des cartes doivent être incluses, pour compléter la description de référence environnementale. Il convient également d'envisager d'autres activités et utilisateurs qui exploitent l'emplacement des activités proposées et l'évolution probable de l'état actuel de l'environnement sans mise en œuvre du projet (scénario de référence).

iv. Effets importants de l'activité

113. L'évaluation environnementale doit inclure tous les effets importants probables de l'activité sur l'environnement. Les éléments à prendre en considération sont indiqués au paragraphe 36 de la section 2.1.

v. Gestion de l'environnement et mesures d'atténuation

114. Le cas échéant, toutes les caractéristiques ou mesures envisagées pour éviter, prévenir ou réduire ce qui pourrait autrement causer des effets défavorables importants sur l'environnement doivent être incluses dans l'évaluation environnementale, ainsi que dans le plan de surveillance et de gestion, et dans le plan d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures.

4.2. Autorisation d'utilisation et de rejet d'additifs chimiques

115. Des données sur l'utilisation et le rejet d'additifs chimiques sont communiquées dans des documents d'orientation distincts, notamment les normes et lignes directrices communes sur l'élimination des hydrocarbures et des mélanges d'hydrocarbures ainsi que sur l'utilisation et l'élimination des fluides et déblais de forage (décision IG.24/9 Annexe I) et les lignes directrices prévues sur l'utilisation et le rejet de substances et de matériaux dangereux ou nocifs.

4.3. Examen et consultation de l'organisme de réglementation

116. Les demandes d'évaluation environnementale (et de permis chimique) seront examinées par l'autorité compétente et peuvent également faire l'objet d'un examen par d'autres autorités devant être consultées en vertu de la loi. Une fois l'ensemble des exigences légales remplies, l'autorité compétente délivre un permis pour entreprendre les travaux proposés. Ce permis peut contenir des conditions/restrictions opérationnelles, temporelles et des déclarations spécifiques liées aux activités proposées. L'évaluation environnementale (et les demandes de permis chimiques) ne sont pas soumises à une consultation publique, donc généralement le processus d'autorisation sera beaucoup plus rapide que pour les activités requérant une EIE.

4.4. Prise de décision (Consentement)

117. Au moment d'envisager l'approbation de l'évaluation environnementale (et des demandes de permis chimiques), les commentaires de l'autorité devant être consultée seront pris en compte, conjointement aux résultats de l'examen de l'autorité compétente. Si les informations communiquées dans le cadre de l'évaluation environnementale sont acceptables, qu'il n'y a pas d'objections de la part des autorités devant être consultées et que l'autorité compétente est convaincue que l'activité n'entraînera pas d'effets négatifs importants, une autorisation sera accordée. Si l'autorité compétente n'est pas satisfaite et considère que l'activité est susceptible d'entraîner des effets négatifs importants

sur l'environnement, la demande sera rejetée. Dans ce cas, l'autorité compétente fournira des conseils sur la manière de procéder.

5. Bibliographie

Gormley, A., Pollard, S, et Rocks, S., 2011. Guidelines for Environmental Risk Assessment and Management (Lignes directrices pour l'évaluation et la gestion des risques environnementaux) DEFRA, Londres.

Holling, C.S., 2001. Understanding the Complexity of Economic, Ecological and Social Systems (Comprendre la complexité des systèmes économiques, écologiques et sociaux). *Ecosystems*, 4(5), p. 390-405.

Miller, F., Osbahr, H., Boyd, E., Thomalla, F., Bharwani, S., Ziervogel, G., Walker, B., Birkmann, J., Van Der Leeuw, S., Rockström, J., Hinkel, J., Downing, T., Folke, C. et Nelson, D., 2010. Resilience and Vulnerability: Complementary or Conflicting Concepts? (Résilience et vulnérabilité : Concepts complémentaires ou contradictoires ?) *Ecology and Society*, 15(3), p. 11-35.

Nations Unies, 2015. Recommandations de Maastricht sur les moyens de promouvoir la participation effective du public au processus décisionnel en matière d'environnement.

Prise de décisions en matière d'environnement établie en vertu de la Convention d'Aarhus - Genève.

ECE/MP.PP/10 - ECE/MP.EIA/SEA/5. Disponible à l'adresse suivante :

https://unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/Publications/2015/1514364_E_web.pdf

ANNEXE I
Documents de référence

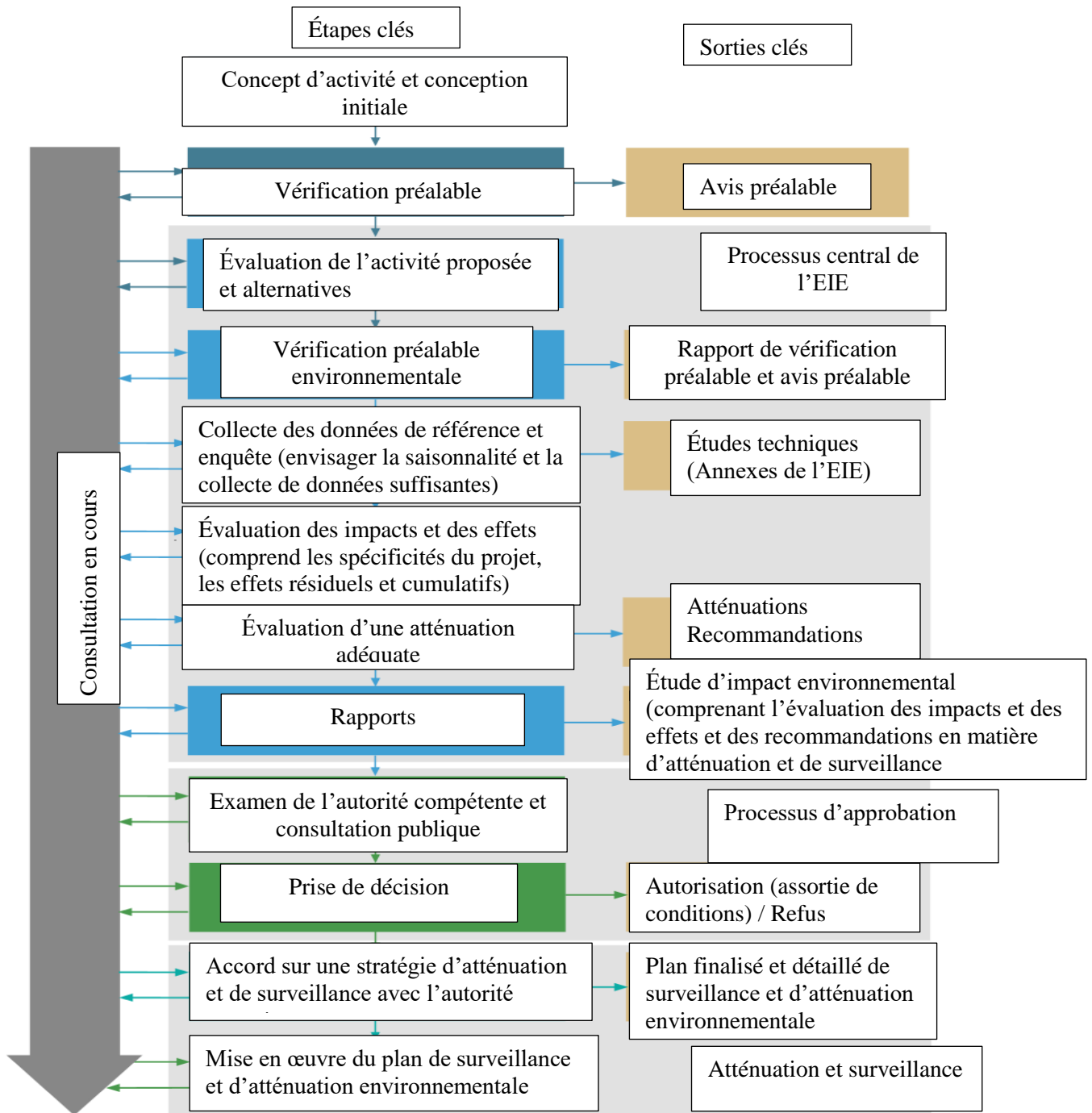
Documents de référence

- Le Régulateur du Pétrole Offshore du Département des affaires, de l'énergie et de la stratégie industrielle pour l'environnement et la désaffectation 2020. L'exploration, la production, la décharge et le stockage des hydrocarbures et du Gaz offshore (Évaluation de l'impact environnemental) Règlementation 2020 – Un Guide
www.gov.uk/government/publications.
- UNION EUROPÉENNE 2001a - Lignes directrices sur l'EIE – Vérification préalable (screening) de l'EIE.
<http://ec.europa.eu/environment/eia/eiaguidelines/g-screening-full-text.pdf>
- UNION EUROPÉENNE 2001b - Lignes directrices sur l'EIE – Criblage de l'EIE
<http://ec.europa.eu/environment/eia/eiaguidelines/g-scoping-full-text.pdf>
- UNION EUROPÉENNE 2001b - Lignes directrices pour l'évaluation des impacts indirects et cumulatifs ainsi que des interactions d'impact
<http://ec.europa.eu/environment/eia/eia-studies-and-reports/guidel.pdf>
- UNION EUROPÉENNE 2001c - Lignes directrices sur l'EIE – Examen de l'EIE
<http://ec.europa.eu/environment/eia/eiaguidelines/g-review-full-text.pdf>
- UNION EUROPÉENNE 2013c - Lignes directrices sur l'application de la procédure d'évaluation de l'impact environnemental pour les projets transfrontaliers à grande échelle
<http://ec.europa.eu/environment/eia/pdf/Transboundry%20EIA%20Guide.pdf>
- IOGP 2020 - Gestion environnementale en amont dans l'industrie pétrolière et gazière.
Rapport IOGP 254
<https://www.iogp.org/bookstore/product/environmental-management-in-the-upstream-oil-and-gas-industry/>
- REMPEC/WG.45/INF/16 - Fondement du Projet de lignes directrices pour l'évaluation de l'impact environnemental (EIE) – et références y afférentes
- REMPEC/WG.35/INF.3 - Étude sur les meilleures pratiques internationales - et références y afférentes

ANNEXE II

Étapes clés et résultats du processus d'EIE

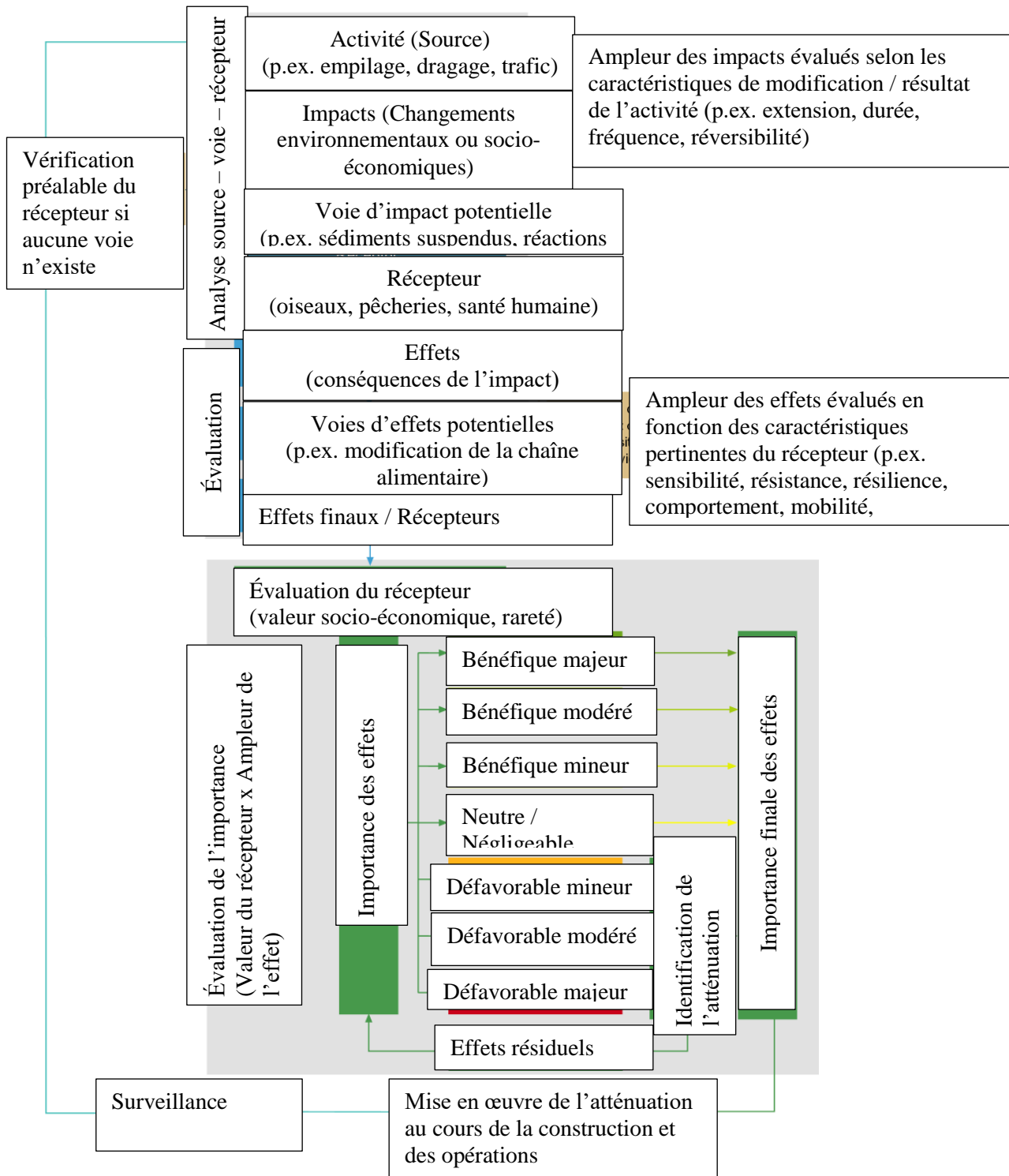
Étapes clés et résultats du processus d'EIE



ANNEXE III

Analyse source-voie-récepteur, évaluation de l'importance des effets et mise en œuvre de mesures d'atténuation et de surveillance

Analyse source-voie-récepteur, évaluation de l'importance des effets et mise en œuvre de mesures d'atténuation et de surveillance



Appendice 2.
Annexes modifiées du protocole Offshore
UNEP/MED WG.498/L3

Table des matières

| | |
|---|---|
| ANNEXE I:..... | 1 |
| SUBSTANCES ET MATIÈRES NUISIBLES OU NOCIVES DONT LE REJET EST INTERDIT DANS LA ZONE DU PROTOCOLE | 1 |
| ANNEXE II: | 3 |
| SUBSTANCES ET MATIÈRES NUISIBLES OU NOCIVES DONT LE REJET DANS LA ZONE DU PROTOCOLE EST ASSUJETTI A UN PERMIS SPECIAL..... | 3 |
| ANNEXE III: | 4 |
| FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR LA DELIVERANCE DES PERMIS ... | 4 |
| ANNEXE IV:..... | 6 |
| ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT | 6 |
| ANNEXE VII: | 8 |
| PLAN D'INTERVENTION D'URGENCE | 8 |

OFFSHORE PROTOCOL TO THE BARCELONA CONVENTION**ANNEXE I:****SUBSTANCES ET MATIÈRES NUISIBLES OU NOCIVES DONT LE REJET EST INTERDIT DANS LA ZONE DU PROTOCOLE**

A. Les substances, matières, et composés ci-après sont énumérés aux fins de l'article 9, paragraphe 4, du protocole. Cette liste a été établie principalement sur la base de leur toxicité, de leur persistance et de leur bioaccumulation.

1. Mercure et composés du mercure, à l'exception du mercure dans les boues/fluides de forage et dans les déblais de forage jusqu'à un maximum de 1 mg/kg du poids sec dans la barytine. L'exception ci-dessus ne s'applique pas aux aires spécialement protégées, tel que spécifié à l'article 21, dans les eaux côtières ou intérieures, ou dans les zones humides
2. Cadmium et composés du cadmium, à l'exception du cadmium dans les boues/fluides de forage et dans les déblais de forage d'un poids sec de 3 mg/kg dans la barytine, à l'extérieur des aires spécialement protégées. L'exception ci-dessus ne s'applique pas aux aires spécialement protégées, tel que spécifié à l'article 21, dans les eaux côtières ou intérieures, ou dans les zones humides
3. Composés organostanniques et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin, à l'exception de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement en substances biologiquement inoffensives
4. Composés organophosphorés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin, à l'exception de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement en substances biologiquement inoffensives
5. Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu marin, à l'exception de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement en substances biologiquement inoffensives
6. Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HPA), également dénommés composés polycycliques aromatiques
7. Pétrole & graisses dans les eaux de production, à l'exception des rejets de processus autorisés, avec une concentration de pétrole dans l'eau inférieure à 30 mg/l, en moyenne par mois calendaire. La concentration de pétrole dans l'eau rejetée dans les eaux de production ne doit à aucun moment être supérieure à 100 ml/l
8. Fluide de forage et déblais de forage à moins de 1 mile / (ou 1.61 km ou 0,87 mn) du rivage
9. Fluides de forage non-aqueux (FNA), à l'exception des FNA associés aux déblais de forage
10. Cuivre
11. Plomb et composés de plomb organique
12. Zinc
13. Phosphore
14. Hydrocarbures aliphatiques, également dénommés composés non-aromatiques
15. Étain et composés d'étain organique
16. Huile récupérable, diesel, formation à hydrocarbures (Huile/Condensat)
17. Composés organohalogénés
18. 4-(diméthyl butyle amino) diphénylamine (6PPD) (Composés azotés organiques)
19. Acide néodécano, Neodecanoic acid, éthényl ester (Esters organiques)
20. Esters phthalate
21. Dicofol, endosulfan, isomères hexachlorocyclohexane (HCH), méthoxychloré, pentachlorophénol (PCP), trifluralin (Pesticides/Biocides)

22. Phénols
23. Clotrimazole (Produits pharmaceutiques)
24. Musc xylène (musc synthétique)
25. Fluides de forage à base non-aqueuse (à l'exception des fluides qui adhèrent aux déblais) et rejets de petit volume
26. Fluides de forage à base de pétrole et déblais qui leur sont associés
27. Diesel
28. Formation à hydrocarbures (Huile/ Condensat)
29. Pétrole brut, fuel-oil, boues d'hydrocarbures, huiles lubrifiantes usées et produits raffinés
30. Matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, couler ou rester en suspension et qui peuvent gêner toute utilisation légitime de la mer
31. Substances dont il est prouvé qu'elles possèdent un pouvoir cancérigène, tératogène ou mutagène dans le milieu marin ou par l'intermédiaire de celui-ci
32. Substances radioactives y compris leurs déchets, si leur rejet n'est pas conforme aux principes de radioprotection définis par les organisations internationales compétentes en tenant compte de la protection du milieu marin

B. Les dispositions de l'Annexe I ne sont pas applicables aux rejets qui contiennent des substances ci-dessus en des quantités inférieures aux limites déterminées conjointement par les Parties et, en ce qui concerne les hydrocarbures, aux valeurs définies à l'article 10 du présent Protocole.

ANNEXE II:**SUBSTANCES ET MATIERES NUISIBLES OU NOCIVES DONT LE REJET DANS LA ZONE DU PROTOCOLE EST ASSUJETTI A UN PERMIS SPECIAL**

A. La liste ci-après des substances, matières et composés qu'elles peuvent former a été établie aux fins de l'article 9, paragraphe 5, du protocole :

1. Arsenic
2. Béryllium
3. Nickel
4. Vanadium
5. Chrome
6. Biocides et leurs dérivés non inclus dans l'annexe I
7. Sélénium
8. Antimoine
9. Molybdène
10. Titane
11. Baryum (autre que le sulfate de baryum)
12. Bore
13. Uranium
14. Cobalt
15. Thallium
16. Tellure
17. Argent
18. Cyanures

B. Le contrôle et la limitation stricte du rejet des substances mentionnées à la section A doivent être assurés conformément aux dispositions de l'annexe III.

ANNEXE III:
FACTEURS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR LA DELIVERANCE DES PERMIS

En vue de la délivrance d'un permis demandé à l'article 9, paragraphe 7, il sera tenu particulièrement compte, selon le cas, des facteurs suivants :

A. Caractéristiques et composition du déchet

1. Type et importance de la source du déchet (procédé industriel, par exemple) ;
2. Type du déchet (origine, composition moyenne) ;
3. Forme du déchet (solide, liquide, boueuse, gazeuse) ;
4. Quantité totale (volume rejeté chaque année, par exemple) ;
5. Mode de rejet (permanent, intermittent, variable selon les saisons, etc.) ;
6. Concentration des principaux constituants, substances énumérées à l'annexe I, substances énumérées à l'annexe II, et autres substances, selon le cas ;
7. Propriétés physiques, chimiques et biochimiques du déchet.

B. Caractéristiques des constituants du déchet quant à leur nocivité

1. Persistance (physique, chimique et biologique) dans le milieu marin ;
2. Toxicité et autres effets nocifs ;
3. Accumulation dans les matières biologiques ou les sédiments ;
4. Transformation biochimique produisant des composés nocifs ;
5. Effets défavorables sur la teneur et l'équilibre de l'oxygène ;
6. Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres constituants de l'eau de mer qui peuvent produire des effets, biologiques ou autres, nocifs du point de vue des utilisations énumérées à la section E ci-après.

C. Caractéristiques du lieu de déversement et du milieu marin récepteur

1. Caractéristiques hydrographiques, météorologiques, géologiques et topographiques de la zone côtière ;
2. Emplacement et type de rejet (émissaire, canal, sortie d'eau, etc.) et situation par rapport à d'autres emplacements (tels que zones d'agrément, de frai, d'élevage et de pêche, zones conchylicoles) et à d'autres rejets ;

3. Dilution initiale réalisée au point de décharge dans le milieu marin récepteur ;
4. Caractéristiques de dispersion, tels que les effets des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical ;
5. Caractéristiques de l'eau réceptrice, eu égard aux conditions physiques, hydrologiques, chimiques, biologiques et écologiques existant dans la zone de rejet y compris: température, hydrologie (régimes des vagues et des courants, remontées, mélange, temps de séjour, apport d'eau douce, niveau de la mer), bathymétrie, turbidité, transparence, son, salinité, nutriments, carbone organique, gaz dissous, pH, liens entre les espèces d'oiseaux marins, mammifères, reptiles, habitats des poissons et des céphalopodes, productivité et changements dans la communauté pélagique-benthique ;
6. Capacité du milieu marin récepteur à absorber sans effets défavorables les déchets rejetés.

D. Disponibilité de techniques concernant les déchets

Les méthodes de réduction et de rejet des déchets doivent être choisies pour les effluents industriels ainsi que pour les eaux usées domestiques en tenant compte de l'existence et de la possibilité de mise en oeuvre:

- (a) des alternatives en matière de procédés de traitement;
- (b) des méthodes de réutilisation ou d'élimination;
- (c) des alternatives de décharge sur terre;
- (d) des technologies à faible quantité de déchets.

E. Atteintes possibles aux écosystèmes marins et aux utilisations de l'eau de mer

1. Effets sur la santé humaine du fait des incidences de la pollution sur:
 - (a) les organismes marins comestibles;
 - (b) les eaux de baignade;
 - (c) l'esthétique.
2. Effets sur les écosystèmes marins, notamment les ressources biologiques, les espèces en danger et les habitats vulnérables.
3. Effets sur d'autres utilisations légitimes de la mer conformément au droit international.

ANNEXE IV:

ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

1. Chaque partie exige que l'étude d'impact sur l'environnement contienne au moins les éléments suivants:
 - (a) la détermination des limites géographiques de la zone dans laquelle les activités sont envisagées comprenant, le cas échéant, les zones de sécurité; en accordant une attention particulière à la sensibilité des zones susceptibles d'être affectées. Les zones de sécurité, doivent le cas échéant, couvrir une distance de 500 m autour des installations et être établies conformément aux dispositions générales des lois internationales ainsi qu'aux exigences d'ordre technique.
 - (b) une description de l'état initial de l'environnement dans la zone, (scénario de référence) et évolution probable de l'état dans le cadre d'un « scénario sans projet », sur la base des informations et des connaissances scientifiques disponibles ;
 - (c) des indications relatives à la nature, aux buts, à l'importance et à la durée des activités envisagées, notamment une description des solutions de rechange raisonnables et une indication des principales raisons qui ont conduit à la sélection de l'option choisie soutenue par une comparaison des effets sur l'environnement ;
 - (d) une description des méthodes, des installations et des autres moyens devant être utilisés, et des solutions de rechange possibles;
 - (e) une description des effets prévisibles directs ou indirects, à court terme et à long terme, et des effets cumulatifs des activités envisagées sur l'environnement, y compris la faune, la flore, le sol, l'air, l'eau, le climat et l'équilibre écologique, y compris les possibles impacts transfrontières. Cette description doit comprendre une estimation par type et quantité des rejets et émissions prévus (polluants, eau, air, bruit, vibrations, chaleur, lumière, radiations) produits pendant les phases de construction et d'exploitation, ainsi que des travaux de démolition, le cas échéant ;
 - (f) un rapport décrivant les mesures envisagées pour réduire au minimum les risques de dommage à l'environnement découlant des activités envisagées, et les alternatives possibles à de telles mesures;
 - (g) des indications relatives aux mesures devant être prises pour la protection de l'environnement ~~contre la pollution~~ afin d'éviter, d'empêcher, de réduire et si possible de compenser la pollution et les autres effets défavorables durant et après les activités envisagées;
 - (h) un exposé de la méthodologie suivie pour effectuer l'étude d'impact sur l'environnement;
 - (i) une indication de la probabilité que l'environnement d'un autre État soit touché par les activités envisagées.

2. Chaque partie promulgue des normes qui tiennent compte des règles, normes, pratiques et procédures internationales recommandées et adoptées conformément à l'article 23 du protocole, en fonction desquelles sont évaluées les études d'impact sur l'environnement.

ANNEXE VII:

PLAN D'INTERVENTION D'URGENCE

A. Le plan d'intervention de l'opérateur

1. Les opérateurs sont tenus d'assurer:
 - (a) que le système d'alarme et de communication le plus adapté est présent sur l'installation et en bon état de marche;
 - (b) que l'alerte est immédiatement donnée en cas d'urgence et que toute situation critique est immédiatement signalée à l'autorité compétente;
 - (c) qu'en coordination avec l'autorité compétente, la diffusion de l'alerte, l'assistance appropriée et la coordination de celle-ci sont organisées et supervisées sans retard;
 - (d) qu'une information immédiate concernant la nature et l'ampleur de la situation critique est donnée à l'équipe présente sur l'installation et à l'autorité compétente;
 - (e) que l'autorité compétente est en permanence pleinement informée de l'évolution de l'intervention d'urgence;
 - (f) qu'à tout moment on dispose de suffisamment de matériel et d'équipements les plus adaptés, notamment navires et aéronefs, prêts à intervenir pour mettre en oeuvre le plan d'intervention d'urgence;
 - (g) que les méthodes et les techniques les plus adaptées sont connues de l'équipe spécialisée visée à l'annexe VI, point c), pour combattre les fuites, déversements, décharges accidentelles, incendies, explosions, éruptions et toute autre menace pour la vie humaine ou l'environnement;
 - (h) que les méthodes et les techniques les plus adaptées sont connues de l'équipe spécialisée chargée d'atténuer et de prévenir les dommages durables à l'environnement, afin d'atténuer les impacts négatifs sur la faune, à terre et en mer, y compris les situations dans lesquelles des animaux mazoutés arrivent sur les rivages avant même que n'aient commencé les déversements ;
 - (i) que l'équipe a une connaissance détaillée du plan d'intervention d'urgence de l'opérateur, que des exercices sont régulièrement pratiqués afin que l'équipe ait la pleine maîtrise du matériel et des procédures et que chacun connaisse exactement son rôle ;
 - (j) Que les noms et les postes des personnes autorisées à engager les procédures d'urgence soient connus des équipages et des autorités ;
 - (k) Qu'il existe des preuves de l'état préalable de l'environnement et des évaluations des effets sur la santé de tous les produits chimiques susceptibles d'être utilisés comme dispersants.

2. L'opérateur devrait coopérer, dans un cadre institutionnel, avec d'autres opérateurs ou organismes capables d'apporter l'assistance nécessaire, afin d'être assuré que cette assistance peut être octroyée dans le cas où l'ampleur et la nature d'une situation critique crée un risque pour lequel l'assistance est ou peut être requise.